

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 10 JANVIER  
N° 346 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission Paritaire : 56942

\* \*

Le PS face  
aux patrons

Mitterrand  
avoue

Voir p. 2

## DE QUI SE MOQUE EDMOND MAIRE ?

Edmond Maire a déclaré à la réunion du bureau confédéral de la CFDT que «la situation ne permet pas des appels illusoires à des grèves illimitées». A cause de qui ces appels seraient-ils illusoires ? A cause des travailleurs ou bien à cause de l'orientation de la confédération ?

Aux yeux de Maire, la grève des travailleurs de la Caisse d'Epargne de Paris était sans doute illusoire ? Pourtant, «les Ecurieuls» ne le voyaient pas de cet œil-là. Ce que la direction de la CFDT tente ainsi d'accréditer, c'est l'idée que les travailleurs ne sont pas prêts à engager la lutte contre la politique Giscard-Barre.

En réalité, la classe ouvrière n'a-t-elle pas manifesté, notamment dans la journée du 7 octobre, sa volonté de riposter au plan Barre ; la poursuite de longues grèves pour la défense de l'emploi ou contre des mesures d'austérité n'expriment-elles pas l'existence d'une combativité que l'intransigence patronale et gouvernementale ne parvient pas à neutraliser ?

Suite p. 4

## AFFAIRE DE BROGLIE

## LE SILENCE À COUP DE MATRAQUES

Les menaces et les agressions s'amplifient, à propos de ceux qui s'intéressent de trop près à l'affaire de Broglie. Déjà, une conférence de presse annoncée par la fille de de Varga avait été suspendue de justesse, alors que Pascale de Varga faisait état de menaces de mort qu'elle aurait reçues. Une employée de la rotisserie de la Reine Pédauque, qui sortait du 2 rue des Dardanelles où se trouvent les bureaux de Ribemont et Varga, s'est fait arracher son sac, le 7 au soir. Selon Pascale de Varga, il contenait une lettre écrite de la main de de Broglie. Une Mercedes de la rotisserie avait été empruntée et retrouvée fouillée de fond en comble.

Suite p. 6

## LOI DU MARCHÉ ET SPÉCULATION 40% DE HAUSSE SUR LES LEGUMES



Après la pomme de terre, que l'on voit de moins en moins dans les repas des familles populaires, ce sont les oignons, les poireaux, les carottes, les salades qui deviennent inabondables. Brusquement, sans que personne ne sache pourquoi, ces légumes ont vu leur prix augmenter en moyenne de 30 %, l'augmentation atteint le re-

cord de 80 % pour les poireaux vendredi matin.

Les commerçants détaillants ont réagi, parce que, leur marge étant bloquée, leur bénéfice a diminué en raison de la baisse de vente. Par conséquent, ils réclament... l'augmentation de leur marge !

Vilain, directeur des prix a déclaré à propos de

l'augmentation que : «Les ménagères et les professionnels savent bien que, en période de froid, la production diminue et que les prix augmentent en conséquence». Et les services ajoutent : «rien d'anormal n'a été constaté chez les grossistes». Comprenez : «la hausse est normale, c'est la faute du temps et des producteurs» !

Suite p. 3

## CHINE

## HOMMAGE AU RÉVOLUTIONNAIRE PROLÉTARIEN CHOU EN-LAI

Voir p. 7

## TCHECOSLOVAQUIE

## Vague de répression

Des dizaines d'interpellations

Voir p. 8

Membre de la délégation de l'OLP venue protester auprès du gouvernement

## ABOU DAUD ENLEVE PAR LA DST

En arrêtant en France un dirigeant de la Résistance Palestinienne, en ouvrant contre lui une procédure qui risque de déboucher sur son extradition en Allemagne, connue pour la dureté de la répression qui y touche les militants particulièrement les

militants arabes, le gouvernement français a pris une initiative d'une extrême gravité, pratiquement sans précédent depuis l'enlèvement de dirigeants de la Résistance algérienne, au temps de la guerre de libération menée par ce pays.

Suite p. 4

## HOMMAGE DE LUTTE AU MARTYR MAHMOUD SALEH



«Halte aux crimes sionistes en France !» «Gloire au martyr Mahmoud Saleh !». C'était, à Paris, samedi, la volonté unanime exprimée par des milliers d'amis de la cause palestinienne, indignés par l'assassinat sur notre sol de ce valeureux combattant. Volonté intensément ressentie alors que le cortège funèbre s'engageait dans le cimetière du Père Lachaise, derrière les banderoles portant ces mots d'ordre.

Militants anti-impérialistes français, patriotes arabes, se trouvaient fraternellement mêlés au coude à coude, en

gravissant lentement l'allée qui les conduisait vers ce même endroit où quatre ans plus tôt, était enterré Mahmoud Hamchari, victime d'un attentat du même type. Dans l'esprit de tous ceux qui s'étaient rassemblés pour ce dernier hommage, ces martyrs se trouvaient étroitement unis, unis aussi avec le docteur Koubaissi, avec Mohamed Boudia, leurs frères d'armes. Unis avec les dizaines de milliers de martyrs que le peuple palestinien a déjà dû sacrifier sur le chemin de sa longue lutte de libération.

Suite p. 4

## POLITIQUE

LE PS FACE AUX PATRONS  
MITTERRAND AVOUE

La parution début janvier du livre «*les socialistes face aux patrons*», compte-rendu intégral du débat organisé entre Mitterrand (et d'autres dirigeants socialistes) et des grands patrons devant un parterre de chefs d'entreprise le 12 octobre dernier, permet

\* Edité par Gallimard et l'Expansion.

de faire utilement le point sur la nature du projet du PS. Ici, plus question de l'hypocrisie d'usage dans les discours à usage des masses : la nature de classe du PS s'exprime à visage découvert. On mesure également tout le fossé qui le sépare du capitalisme d'Etat du PCF, et qui fait dire

à 90% des patrons interrogés que «*le parti communiste et le parti socialiste mettraient rapidement fin à l'union de la gauche en raison de leurs désaccords*» s'ils parvenaient ensemble au gouvernement.

Laissons donc la parole à Mitterrand et à ses lieutenants.

## «Vous êtes un chef d'entreprise remarquable»

Mitterrand : «Ce climat très lourd entre les chefs d'entreprise et la gauche, et même entre les chefs d'entreprise et le parti socialiste, dépasse les limites du raisonnable».

A Thomas, PDG de Pechiney Ugine Kuhlmann : «J'apprécie la qualité très exceptionnelle d'une entreprise qui a su conquérir des marchés et imposer ses techniques».

A de Fouchier, président de Paribas, la plus puissante banque d'affaires : «Je sais bien que Paribas est constituée par des hommes qui ont passé leur vie à mobiliser leur intelligence et leur énergie au service de cet établissement». «Vous avez été et vous êtes encore un chef d'entreprise remarquable».

A tous les patrons : «Je ne considère pas que la planification démocratique et socialiste puisse avoir lieu sans que vous en soyez une partie prenante».

Rocard : «Un gouvernement de gauche aura besoin de chefs d'entreprise nombreux, actifs et performants».

## «Refuser le profit ? Non !»

Mitterrand : «Je prends la société telle qu'elle est». «Il faut préserver une économie de marché». «S'agit-il de refuser l'esprit d'entreprise, les lois du marché, le développement du profit ? Non». «Notre conception du socialisme ne saurait être assimilée à (...) la suppression de tout profit d'exploitation prélevé par des personnes privées sur d'autres».

## Nationalisations : «simplement changer le statut juridique»

Les nationalisations seront strictement limitées ; Mitterrand : «rien ne sera possible sans l'accord du parlement». Au directeur de Paribas : «Il nous faudra (...) faire en sorte que beaucoup des sociétés industrielles que vous avez dévorées retrouvent leur liberté». Autrement dit : les banques d'affaires passeront entre les mains de l'Etat, mais pas les nombreuses entreprises qu'elles contrôlent.

Les actionnaires seront BIEN indemnisés. Mitterrand : «En aucun cas (...) il n'y aura diminution de l'a-

voir ou de la capacité de propriété de ceux qui détiennent ces actions». Attali : «Il s'agit simplement de changer le statut juridique d'un titre qui cesse d'être une action pour devenir une obligation». Le résultat ? Mitterrand prend un exemple vécu : «La CGE a constitué son patrimoine avec des titres issus de la nationalisation d'EDF». Qui dirigera ? Mitterrand le dit au PDG de PUK : «Qui vous a fait roi, M. Thomas ? Vos qualités, sans doute. En aurait-il été autrement dans une société nationale?» Et «l'autogestion» ? Mitterrand : «Je considère que, pour l'instant, l'autogestion ne peut être qu'une démarche».

## Les entreprises nationalisées : «compétitives et rentables»

Alors, pourquoi nationaliser ?

Attali : «La nationalisation fait partie de la panoplie d'ensemble pragmatiquement utilisée, dans certaines circonstances, pour réorienter le profit».

Avec quel résultat ? Rocard : «Nous tenons à ce que les entreprises nationales soient bénéficiaires et complètent l'intérêt garanti à leurs obli-



Vraiment, monsieur le ministre des finances Michel Rocard ?

gataires (...) Nos dirigeants d'entreprise auront fort à faire pour être compétitifs et rentables».

## «Liberté de mouvement des capitaux»

Quelle attitude envers les autres impérialismes ? Mitterrand : «Je trouve imbécile la position de ceux qui se réclament du même idéal que moi et voudraient fermer les frontières aux investissements étrangers».

J. P. Cot : «Cette politique d'ouverture implique la liberté de mouvement des capitaux».

Quant à l'expansion de l'impérialisme français, J. P. Cot : «Nous encourageons les investissements français à l'étranger». Avec le redéploiement capitaliste voulu : «Toutes les propositions que nous pouvons faire, aussi bien pour développer la capacité potentielle de la France à l'intérieur que pour réorienter notre commerce extérieur en développant, par exemple, davantage notre industrie de biens d'équipement, impliquent des reconversions industrielles, avec le coût social que cela peut comporter». Et, vis-à-vis du Tiers Monde, il vante Mac Namara, l'assassin du Vietnam.

«Sur le plan de la gestion de l'Etat et de la gestion de notre société, l'occupation d'usine ou la prise à partie de l'encadrement n'est jamais acceptable».

## «Consentement social» et «sacrifices»

Rocard attire l'attention des patrons sur leur contradiction avec la classe ouvrière qui, si elle «quittait le champ civique, pourrait aller jusqu'à la violence civile». Mitterrand a le remède : «Le problème est celui-ci : y a-t-il davantage de chances de créer un consentement social avec un gouvernement de gauche (et, quand je dis consentement social, j'entends aussi le vôtre), que sous les gouvernements conservateurs d'aujourd'hui ?

Delors (ancien conseiller de Chaban-Delmas), ressort la politique contractuelle : «Nous souhaitons (...) des règles qui permettent au chef d'entreprise d'avoir sa sécurité en ce qui concerne la gestion de l'entreprise, et aux organisations syndicales de prendre des engagements nets et précis (...). Un contrat est un contrat : il doit engager et obliger les deux partis». Grâce à quoi, comme dit Mitterrand : «Les masses populaires nous aideront, car nous aurons assez de bonnes raisons à leur donner de s'engager sur la voie d'une gestion raisonnable, avec des efforts à accepter, des sacrifices à supporter».

Comme dit Rocard : «On ne gouverne aucune société développée sans le consensus du travail et de l'argent». Pas étonnant qu'un patron, dans la salle, s'écrie, ravi : «M. Michel Rocard, vous venez de parler en ministre des finances !»

## CE QUE REDOUTE LE PATRONAT

Devant l'image rassurante de bon gestionnaire d'une économie de marché que présente le parti socialiste, et alors que celui-ci se trouve largement dominant sur le plan électoral au sein de l'union de la gauche, que craignent en réalité les patrons de l'arrivée au pouvoir des partis du programme commun ? Les résultats du sondage réalisé par l'Expansion en prélude au colloque avec le PS, les interventions des patrons lors du débat lui-même, permettent de s'en faire une idée assez exacte.

73 % des patrons interrogés, au début de l'automne dernier, estimaient que la victoire de la gauche aux prochaines législatives était, soit «très probable», soit «assez probable». Ils avaient donc toutes raisons de réfléchir sérieusement à cette éventualité. Or, 63 % d'entre eux pensaient que «les syndicats modéreront leurs revendications pour favoriser l'action du gouvernement». 89 % pensaient qu'il y avait «de faibles chances pour que se produise une grève générale à l'arrivée de la gauche», et 93 % que les chances étaient faibles, aussi, pour que leur entreprise

soit occupée dans cette hypothèse. Il se trouvait plus de patrons pour trouver que la gauche «ferait mieux pour assurer la paix sociale et faire admettre des sacrifices aux Français» que le gouvernement actuel, qu'il n'y en avait pour penser le contraire.

Ainsi, le patronat se montrerait prêt, le cas échéant, à reconnaître à Mitterrand une certaine capacité à instaurer «consensus sociaux».

En revanche, à 78 %, les patrons craignent que «le parti communiste exerce une influence très grande ou assez grande

sur le gouvernement» d'union de la gauche. Le pourcentage est de 87 % en ce qui concerne la CGT. C'est la question posée par l'héritier de Dassault à Mitterrand : «Quelle sera votre attitude à l'égard des syndicats lorsqu'ils exigeront l'application du programme commun et pour cela déclencheront des grèves ?» (Il même ayant préalablement estimé que le programme commun prévoyait une bien plus grande extension des nationalisations que celle des neuf grands groupes). A cette question, le leader socialiste a en fait répondu à côté.

Jean Boissonat, rédacteur en chef de l'Expansion, conclut d'ailleurs ainsi le livre : «Les chefs d'entreprise croient moins à la répétition de 1936 ou à une surenchère syndicale qu'à un accroissement rapide du poids du parti communiste et de la CGT dans leurs entreprises». Ainsi, les enjeux sont bien délimités : ce que le patronat

redoute, c'est que le PCF puisse se servir de son accession au gouvernement, pour faire avancer son projet de capitalisme d'Etat au-delà de ce qui est rigoureusement prévu dans le programme commun. Et ce qu'ils pensent, c'est que le poids de l'implantation révisionniste dans les entreprises serait dans ce but une arme bien plus importante que ses résultats électoraux, au moment où ceux-ci deviennent médiocres.

Les manœuvres de Giscard pour détacher le PS du programme commun prennent dans ces conditions une autre allure qu'une simple combinaison électorale : c'est, au moment où l'équipe en place risque de ne plus pouvoir assurer la «paix sociale» recherchée par la bourgeoisie, la tentative de dégager une solution de rechange sans pour autant permettre à la nouvelle bourgeoisie rêvée par les révisionnistes de rogner sur l'empire de l'ancienne.

## 40% DE HAUSSE SUR LES LEGUMES

Suite de la page 1

Dans le journal de TF1, on passait complaisamment l'interview d'une rombière qui, tout en achetant ses poireaux («j'aime tellement ça que je ne peux pas m'en passer»), accusait les paysans : «Ils ont reçu une indemnité, et ils augmentent leurs prix. Ils font double bénéfice...». Et cela sans commentaire !

La loi du marché (capita-

liste) comme le rappelait Vilain, y est certainement pour quelque chose dans la hausse. Effectivement le froid et les gelées, cumulés avec les mauvaises récoltes dues à la sécheresse ont diminué la production. Mais cela n'explique pas tout, loin de là ! La baisse de production est estimée en moyenne à 10 %. La hausse atteint parfois les 50 %. D'autre

part, un commerçant signalait une «anomalie concernant les poireaux». Ceux-ci, après être devenus quasiment introuvables à Rungis, avaient vu leur prix monter à près de six francs le kilo. Puis brusquement, le marché s'était trouvé inondé de poireaux. De jolis profits avaient été ainsi réalisés par certains.

Sans qu'il ne soit possible

pour l'instant de mesurer la spéculation qui se serait produite à l'occasion de la sous-production, il paraît probable qu'elle ait existé. Et cela n'a rien d'étonnant, car elle fait partie même du circuit de commercialisation des produits frais, des primeurs en particulier. Spéculation ou non, le responsable principal de la hausse est le marché capitaliste lui-même. Certains tentent de le présenter comme «anachronique», «mal organisé» alors que sa seule existence provoque les hausses à la vente au détail, et les baisses à la production.

Vilain, ose accuser les paysans dans leur ensemble en l'affaire. Pourtant eux aussi, dans leur grande majorité sont exploités par ce marché. Et si des milliers d'entre eux ont dû abandonner la terre après la sécheresse, c'est bien pour la même raison. Entre les petits producteurs et les consommateurs, dans leur majorité des familles populaires c'est l'unité qui doit prédominer !



A la télévision

## LES CHAMBOULEMENTS DE L'INFORMATION

Les informations dont nous faisons état dans notre dernière édition de samedi concernant des changements dans les équipes de journaux télévisés, ont reçu depuis confirma-

tion, au moins partiellement. C'est ainsi que pour le journal télévisé de l'A 2, Jean-Pierre Elkabbach, rédacteur en chef de France-Inter, a bien été pressenti pour la direction de l'actualité sur cette chaîne, en remplacement de Charles Baudinat.

La mesure ne semble pas devoir passer facilement. D'une part, les journalistes de l'A 2 ont publié un communiqué, dans lequel ils posent des questions sur «les raisons réelles et la période choisie pour modifier une nouvelle fois la hiérarchie de l'actualité à

Antenne 2», et ils soulignent que «trois hommes se sont succédés en deux ans à la tête de la rédaction». L'intéressé lui-même, J. P. Elkabbach, déclare : «J'ai ressenti un certain effet de surprise». Il rappelle qu'il a «dû quitter la rédaction de la deuxième chaîne en 75». Acceptera-t-il ? «J'ai écouté les propositions de M. Julian, et lui ai dit quelles étaient selon moi, les conditions d'une information ouverte, pluraliste».

Cependant, rien n'a encore été précisé au sujet du remplacement à la tête du service de TF 1 de Jacques Idier par Jean-Claude Nar-

cy : sur Antenne 2, le sort réservé à J. M. Cavada, rédacteur en chef du journal, et à son adjoint Christian Guy, n'est pas non plus précisé ; on rappelle que le statut de cette chaîne ne permet pas de les licencier purement et simplement.

Dans tous les cas, et la réaction des journalistes concernés en fait foi, il est clair qu'on assiste à une nouvelle bataille politique, interne cette fois-ci à la «majorité», pour le contrôle de l'information télévisée, intervenant comme par hasard en pleine période électorale.

● LE MEILLEUR SERREUR DE CEINTURE DE FRANCE : Au cours de sa visite à l'ANPE de Nanterre, Barre a eu «l'occasion» de rencontrer une vieille dame qui rentrait du marché. Thème de la conversation : les impôts pour un revenu mensuel de 1 000 F. Réponse de Barre : «Nous sommes là pour essayer de mieux résoudre les problèmes».

● Sans toutefois prononcer le nom du premier ministre en exercice, Chirac a soutenu le plan Barre dans une déclaration prononcée à l'occasion de la réunion des «Corréziens de Paris» : «Je souhaite que les efforts engagés et qui seront poursuivis permettent de rétablir l'équilibre». Par ailleurs, il a implicitement écarté l'idée d'élections législatives anticipées pour 77 en évoquant «les échéances fondamentales du début 78».

Suite de la page 1

L'enrichissement et l'élargissement des discussions entre les travailleurs, dans les entreprises, sur les objectifs, les formes des luttes nécessaires, sur les perspectives au-delà de 78, ne prouvent-ils pas le mûrissement dans la classe ouvrière d'une aspiration à «autre chose qu'aujourd'hui» ?

Cela Maire ne veut pas le reconnaître. Car le reconnaître, poserait automatiquement la question : pourquoi de telles aspirations ne débouchent-elles pas ? Et

une telle question est embarrassante pour les directions syndicales qui se contentent «d'encadrer le mouvement» par des escarmouches du type des journées d'action.

Maire donne la clé de la tactique des états-majors syndicaux : «Effriter la résistance adverse». Mais cela n'aboutit-il pas plutôt à «effriter» les luttes de la classe ouvrière ; à les conduire «un échec que la «résistance» adverse ne suffit pas à expliquer ?

Et Maire a de l'audace de mettre en doute la volonté de lutte de nombre de travailleurs, alors que la confédération mène depuis quelques mois une véritable chasse aux sorcières, contre les militants syndicaux combattifs. Est-ce en excluant des syndicalistes, en dissolvant des unions locales et départementales qu'il espère consolider les possibilités de riposte de la classe ouvrière ?

M. F.

## en parcourant la presse révisionniste

QUAND LE DOUTE S'INSTALLE

Dans le courrier des lecteurs de l'hebdomadaire du PCF France Nouvelle, une lettre pose très en détail les questions qui doivent à l'heure actuelle faire du souci à nombre de militants révisionnistes :

«Les dernières déclarations du parti socialiste au sujet des élections municipales ont fait naître en moi de profondes inquiétudes quant à la solidité de l'union de la gauche. Par ailleurs, je me pose la question de la justesse de certaines positions du parti communiste sur ce sujet. Notre parti n'a pas tenu suffisamment compte d'un aspect du PS lors de la préparation des municipales de 1971. A l'époque, face au refus d'un certain nombre d'organisations du PS de faire liste commune avec nous, il y a eu désistement au second tour des listes communistes. Ceci correspondait à notre volonté de parvenir le plus rapidement possible à un programme commun de gouvernement. Mais je crois que nous sommes allés trop loin dans la voie des concessions, et cela se retourne actuellement contre nous et contre l'union de la gauche. Effectivement, le parti socialiste a avant tout un comportement électoraliste. (...)

Maintenant, redevenant un interlocuteur valable pour la bourgeoisie, il essaie de nous réduire à la portion congrue. Les municipales de 1977 sont une phase de cette opération. S'appuyant sur l'expérience de 1971, le PS «joue actuellement sur le velours». Il cherche à accéder au maximum de municipalités sans nous, mais avec nos voix. Et notre parti lui facilite la tâche».

Et le correspondant de France Nouvelle de faire une suggestion pratique : «Il faudrait être beaucoup plus ferme et utiliser ce comportement électoraliste en avertissant le PS que toute exigence excessive de sa part et contraire à l'accord du 28 juin 1976 entraînerait le maintien de la liste soutenue par notre parti au second tour».

La réponse de Léon Lorenzi, pour la rédaction de France Nouvelle, n'a pas dû spécialement satisfaire ce militant inquiet : «Pour les communistes, travailler à l'union, au plus large rassemblement, n'est pas affaire de circonstances. C'est une donnée permanente de leur politique. (...) L'attitude que les communistes adoptent pour une consultation électorale, qu'elle soit présidentielle, législative, municipale, découle de cette conception».

Nul doute que Michel Velain, de Courbevoie, devait pourtant être le porte-parole de nombreux autres membres de son parti. Mais ce n'est pas dans les seules tactiques électorales en présence qu'on peut chercher, comme le fait ce militant, la racine du mal ; cela, des membres du PCF en viendront nécessairement à s'en rendre compte, et à se poser la question de la ligne générale et de la nature de classe de leur parti.



Dessin de France Nouvelle : Marx, élève de l'école élémentaire du PCF. Les révisionnistes prétendraient-ils lui apprendre quelque chose ?

ELECTORALISME

Le même numéro de France Nouvelle révèle que certaines organisations du PCF «annulent les écoles parce qu'il y a les municipales en mars». Préoccupation de Benedetti (membre du secrétariat fédéral de Moselle) : «Au contraire, tenir une école maintenant, ou même en janvier, c'est créer les conditions pour que les camarades mènent une campagne en profondeur». En somme, deux visions divergentes de l'électoralisme.

«PAUVRE» PCF !

«L'ensemble des salariés souffre de l'intégration d'un corps social de pauvres dans la stratégie monopoliste. C'est non seulement leurs salaires qui sont tirés vers le bas, mais c'est leur travail qui est gaspillé». Telle est la recette que Jean-Louis Gombaud a inventée pour mieux concilier la tactique de séduction des cadres adoptée au XXII<sup>e</sup> congrès et le petit réajustement que constitue aujourd'hui l'insistance du PCF sur la «pauvreté».

# POLITIQUE

## Municipales

### TOULON

Rien ne va plus, dans cette ville, entre le PCF et le parti socialiste. En effet, à l'issue de sa dernière réunion, le secrétaire national du PS a annoncé qu'il demanderait à l'amiral Sanguinetti, proche de ses positions, de prendre la tête de liste. Mais le PCF qui est d'accord quant à la présence de Sanguinetti sur la liste «de gauche», sur laquelle il veut également voir figurer le rugbyman André Herrero, s'oppose à la désignation de l'amiral comme possible maire du port. Il réclame, par la voix de Danièle De March, le poste de maire, et celui de premier adjoint, en s'appuyant sur «le respect du suffrage universel».

### MARSEILLE

«Qui peut croire que pour être unis demain, il faut se diviser aujourd'hui», a déclaré à Marseille Hermier, du bureau politique du PCF, à propos de la décision de Defferre de présenter des listes séparées dans cette ville. Mais qui ne voit pas que pour être éventuellement divisés demain, le parti socialiste a trouvé utile d'être unis jusqu'à aujourd'hui ?

### RADICAUX DE GAUCHE CONTRE PS

Du côté de Rober Fabre, on commence également à trouver Mitterrand trop gourmand : le bureau national du MRG, évoquant «les difficultés existant dans de nombreuses communes pour parvenir à un accord», souligne que «ces difficultés se produisent en particulier avec son partenaire de l'union de la gauche socialiste et Démocratique, le parti socialiste».

### LYON

C'était dans l'air : c'est fait : Soustelle présentera des listes dans les neuf arrondissements de Lyon contre celles de Francisque Collomb, dénommées «PRADEL», d'après le nom de l'ancien maire. L'ancien OAS se trouve ainsi opposé à un membre de son propre groupuscule «progrès et liberté».

### HAUTS-DE-SEINE

Une polémique s'est déclenchée entre le PCF et le président RPR du conseil général, Baumel : il s'agit d'une obscure histoire de locaux, que ce dernier refuserait d'accorder aux membres révisionnistes du conseil. Tandis que ceux-ci l'accusent de «systématiquement refuser d'accorder toute salle aux élus communistes», leur adversaire leur reproche de son côté de vouloir «installer une permanence à la préfecture et y recevoir sans limitation des délégations organisées et téléguidées par eux».

## Marché d'Aligre (Paris 12<sup>e</sup>)

### MOBILISATION POUR IMPOSER LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

De nombreux camarades du «Quotidien du Peuple» étaient présents, dimanche matin, sur le marché d'Aligre. Cette présence massive a permis d'imposer la diffusion de tracts et la signature de pétitions protestant contre l'inculpation de deux militants qui avaient été arrêtés sur ce même marché quinze jours auparavant.

Bien qu'inhabituellement nombreux, les policiers en civil n'ont pas pu intervenir, pas plus que les policiers en uniforme, munis de talkie-walky, qui sillonnaient le marché. C'est par dizaines que les travailleurs présents et dont certains avaient été des témoins indignés de l'arrestation de nos camarades, ont signé la pétition. Nombre d'entre eux ont affirmé qu'ils étaient prêts à venir témoigner au procès.

Depuis l'arrestation des deux camarades il y a quinze jours, les policiers du

quartier ont recidivé. Dimanche dernier, deux militants collaient des affiches manuscrites, pour exiger la levée de l'inculpation. Ils ont été interpellés par la police, et risquent une lourde amende lors de leur procès en tribunal de simple police. Motif, ou plutôt prétexte : ces camarades auraient apposés des affiches sur un édifice public ! Mais cet «édifice public» n'est autre que le marché couvert d'Aligre. Et il est déjà largement «décoré» par la guerre d'affiches que s'y mènent les différentes fractions de la majorité présidentielle. Pour autant qu'on le sache, les colleurs de ces affiches n'ont pas été inquiétés !

On a donc bien affaire à une tentative policière pour interdire systématiquement l'expression des révolutionnaires, et tout particulièrement du PCFml, sur le marché d'Aligre.

# ABOU DAOUD ENLEVE PAR LA DST

## Suite de la page 1

C'est en effet à titre tout à fait officiel de représentant de l'OLP qu'Abou Daoud était entré sur notre territoire : il faisait partie de la délégation venue protester contre l'assassinat de Mahmoud Saleh par les sionistes. Déjà, la manière dont le gouvernement français s'était conduit, en faisant recevoir la délégation par un fonctionnaire du ministère

des affaires étrangères, qui présentait ses condoléances à titre personnel, confinait à l'insulte. Mais avec l'arrestation d'Abou Daoud, toutes les bornes sont dépassées. Il n'est en effet pas d'exemple qu'après avoir laissé pénétrer sur le territoire français un membre d'une délégation d'un mouvement de libération reconnu par l'ONU, on vienne l'arrêter à son hôtel au nom de la collaboration entre les polices européennes. De plus, cette arrestation se produit huit jours à peine après l'assassinat de Mahmoud Saleh : ainsi, non content de laisser courir les tueurs sionistes, Giscard complète leur œuvre en s'en prenant à un dirigeant du Fath venu dans le but d'examiner ce problème avec les autorités françaises. C'est une opération de grande envergure contre les représentations de l'OLP en Europe qui se dessine : on veut leur signifier, d'une part, que leur sécurité n'est pas garantie contre les balles sionistes, d'autre part,

qu'elles peuvent à tout moment se trouver considérées par les gouvernements européens eux-mêmes comme des «terroristes» passibles des tribunaux français, allemands ou autres.

Que cette opération se déroule en France, le premier pays européen à avoir autrefois accepté de reconnaître un certain statut à la représentation de l'OLP, est particulièrement grave. Notre gouvernement aurait-il ainsi l'intention de s'engager dans une participation à la vaste campagne de destruction de la résistance palestinienne engagée à la suite de la guerre qui lui a été imposée au Liban.

Non, nous n'admettons pas que ceux qui viennent protester contre l'assassinat d'un de leurs frères soient à leur tour victimes de la répression dans des conditions scandaleuses. Nous exigeons, en même temps, que la lumière sur les crimes sionistes en France, la libération immédiate d'Abou Daoud.

Après l'enlèvement d'Abou Daoud par la DST, les réactions commencent à se multiplier : la délégation de l'OLP à Genève a qualifié cet acte de «pire affront d'un pays considéré comme ami». D'autre part, le corps diplomatique arabe, dont on avait remarqué la présence à l'enterrement de Mahmoud Saleh, a officiellement élevé une protestation auprès du gouvernement français.

Après l'enlèvement d'Abou Daoud par la DST, les réactions commencent à se multiplier : la délégation de l'OLP à Genève a qualifié cet acte de «pire affront d'un pays considéré comme ami». D'autre part, le corps diplomatique arabe, dont on avait remarqué la présence à l'enterrement de Mahmoud Saleh, a officiellement élevé une protestation auprès du gouvernement français.

Après l'enlèvement d'Abou Daoud par la DST, les réactions commencent à se multiplier : la délégation de l'OLP à Genève a qualifié cet acte de «pire affront d'un pays considéré comme ami». D'autre part, le corps diplomatique arabe, dont on avait remarqué la présence à l'enterrement de Mahmoud Saleh, a officiellement élevé une protestation auprès du gouvernement français.

Après l'enlèvement d'Abou Daoud par la DST, les réactions commencent à se multiplier : la délégation de l'OLP à Genève a qualifié cet acte de «pire affront d'un pays considéré comme ami». D'autre part, le corps diplomatique arabe, dont on avait remarqué la présence à l'enterrement de Mahmoud Saleh, a officiellement élevé une protestation auprès du gouvernement français.

Après l'enlèvement d'Abou Daoud par la DST, les réactions commencent à se multiplier : la délégation de l'OLP à Genève a qualifié cet acte de «pire affront d'un pays considéré comme ami». D'autre part, le corps diplomatique arabe, dont on avait remarqué la présence à l'enterrement de Mahmoud Saleh, a officiellement élevé une protestation auprès du gouvernement français.

Après l'enlèvement d'Abou Daoud par la DST, les réactions commencent à se multiplier : la délégation de l'OLP à Genève a qualifié cet acte de «pire affront d'un pays considéré comme ami». D'autre part, le corps diplomatique arabe, dont on avait remarqué la présence à l'enterrement de Mahmoud Saleh, a officiellement élevé une protestation auprès du gouvernement français.

## HOMMAGE DE L'OLP À MAHMOUD SALEH

### (Extraits)

La délégation de l'OLP spécialement venue en France pour envisager les mesures à prendre après l'assassinat de Mahmoud Saleh n'ayant pu assister à la cérémonie du Père Lachaise, c'est Azzedine Kalak, représentant de l'OLP à Paris, qui a prononcé l'intervention qu'elle avait préparée. En voici le texte.

Aux frères, aux camarades et aux amis !

Nous nous rassemblons aujourd'hui autour du corps de notre martyr, le frère Mahmoud Saleh. Mahmoud Saleh est tombé sur le sol français comme sont tombés avant lui les militants Mahmoud Hamchari, Bassil Koubeissi et Mohamed Boudia, assassinés lâchement par le sionisme. Les assas-

sins courent toujours dans l'impunité, les militants de la Révolution Palestinienne sont toujours menacés de nouveaux assassinats.

Aux frères, aux camarades et aux amis,

Mahmoud Saleh était un grand militant de la Révolution Palestinienne, un cadre du mouvement de libération palestinienne Fath, il a

assumé la responsabilité de la défense de la cause de son peuple en lutte parmi les masses françaises jusqu'à la dernière goutte de son sang. Il a donné sa vie pour la victoire de sa révolution.

Que les forces ennemies sachent que la Révolution Palestinienne n'a pas été liquidée au Liban, qu'elles sachent que notre peuple est déterminé à continuer sa guerre populaire de libération jusqu'à la réalisation de tous ses droits nationaux sur le sol de sa patrie occupée, jusqu'à la fin du sionisme et de l'impérialisme et ses agents dans notre patrie arabe.

Ici, autour du corps de notre martyr, nous demandons aux autorités françaises d'œuvrer avec force pour découvrir les criminels et leur punition et de mettre fin à tous les crimes sionistes, à la campagne des assassinats et d'œuvrer à la défense des militants de la Révolution Palestinienne travaillant dans ce pays.

Nous assumons notre responsabilité, que les autres l'assument aussi.

Nous assurons, devant le corps de notre martyr, martyr de Fath et de la Révolution Palestinienne et devant nos amis des organisations et partis français et arabes, nous assurons notre martyr que notre révolution continuera dans sa voie jusqu'à la victoire.

Gloire à toi, notre martyr. Gloire à tous nos martyrs.

## BARRE À L'ANPE DE NANTERRE

### 45 000 CHÔMEURS DANS LES HAUTS DE SEINE

Barre a donc, en fin de semaine dernière, effectué une visite surprise à l'ANPE de Nanterre et a même rencontré des chômeurs. Et Barre a parlé. Selon lui, «le marché du travail s'organise dans des conditions de plus en plus efficaces».

En fait, s'il y a une chose que le gouvernement Giscard-Barre tente d'organiser «de plus en plus efficacement» c'est bien le chômage ! Barre a parlé d'améliorer la «mobilité» des jeunes, chômeurs, en clair il demande à certains d'entre

eux d'accepter, à coups de maigres primes, de quitter leur région, de partir à des centaines de kilomètres de chez eux, dans des régions où le capitalisme en a besoin.

Quant aux autres, ils resteront chômeurs : dans les Hauts de Seine, et cela Barre n'en a évidemment pas parlé, sur 45 000, seul 4 882 d'entre eux touchent 90% de leur salaire, soit 11% et beaucoup doivent se débrouiller avec 13,50 F par jour.

## HOMMAGE DE LUTTE A MAHMOUD SALEH

### Suite de la page 1

Tandis que le corps diplomatique arabe, les amis de Mahmoud, l'Union Générale des Étudiants Palestiniens (GUPS), l'Organisation de Libération de la Palestine, disaient tour à tour leur douleur et leur indignation, au milieu de la foule silencieuse, flottait bien haut dans le ciel un drapeau ver, blanc, noir à triangle rouge, le même qui recouvrait le cercueil du militant enterré loin de sa patrie.

La colère, contenue par le respect tout au long de la cérémonie, devait ensuite s'exprimer haut et clair dans la manifestation qui parcourrait les rues de ce quartier populaire.

Et tandis que les manifestants se séparaient, chacun partait avec la ferme décision d'imposer que la lumière soit faite sur ce lâche attentat, comme sur les quatre qui l'ont précédé. Afin que, plus jamais, les tueurs sionistes ne puissent agir sur notre sol.

## LUTTES OUVRIÈRES

Société Bourges (Forges-les-Bains)

Lock-out, mises à pied

LES TRAVAILLEURS  
NE CEDERONT PAS!

En fait, rien ne laissait prévoir que la lutte serait aussi longue, du moins pas tout de suite. Le mardi 21 novembre, les travailleurs avaient simplement décidé dans un premier temps, un arrêt de travail de deux heures, en signe d'avertissement, pour continuer en cas de refus, quelques jours plus tard. Mais ce jour-là, alors qu'ils s'apprétaient à rejoindre les locaux, ils vont trouver portes closes : lock-out ? La direction dès le lendemain, va plus loin : chaque travailleur reçoit une lettre recommandée lui signifiant sa mise à pied pour « absence illégale ». Pour remettre en cause le droit de grève, M. Bourges n'y va pas par des moyens détournés ! Il s'agit ni plus ni moins pour lui que de considérer tout arrêt de travail comme une absence ! A ce moment-là, à la satisfaction des revendications initiales, va s'ajouter celle de la levée du lock-out. Mais les résultats négatifs obtenus suite aux interventions multiples pourtant de l'inspecteur du travail et de la direction locale de la main-d'œuvre (qui a pourtant « force de loi ») vont finir d'éclairer les choses. Rien ne sera obtenu sans une lutte longue. Ils entrent donc dans celle-ci, pour une durée illimitée. Une chose va prouver que la direction est bien décidée à faire preuve d'une intransigeance sans pareil : au bout de trois jours, délai au-delà duquel, elle aurait dû réouvrir les portes de l'usine, rien n'aura lieu, les portes vont rester bloquées. Et la vérité va se faire jour, devenir évidente : un rapprochement sera vite fait entre ces mesures de répression successives et le contenu de la lettre envoyée par la direction aux grévistes. La direction s'est fixée un but : le démantèlement de la jeune section CGT qu'elle va tenter de couper des travailleurs. En clair : « Reprenez le travail, désolidarisez-vous de la section et tout s'arrangera... entre nous ».

**DÉMANTÉLER  
LA SECTION CGT...  
CRÉER UN SYNDICAT  
PATRONAL**

La lettre envoyée aux ouvriers est claire à ce sujet :  
« La direction voulant admettre :  
- qu'un certain nombre d'entre vous s'étaient plaints d'être menés et surtout menacés de coups et blessures par une minorité malfaisante et agissante  
- que votre attitude (c'est-à-dire la grève !) pouvait être éventuellement dictée par la peur.  
Elle accepte, à la condition impérative que vous repreniez votre poste de travail... »

En ce cas, aucune sanction définitive (!) ne sera prise à votre encontre. Nous vous confirmons que la

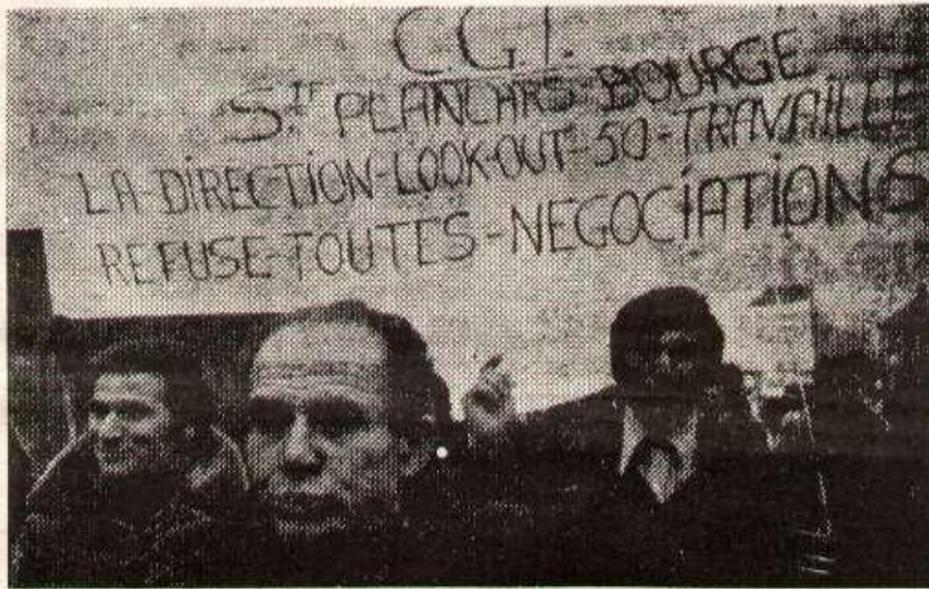
Ils sont rentrés en lutte en 76 et continuent sur la lancée en ce début d'année 77. Les travailleurs de la société Bourges (fabrique de planchers) ont arrêté tout travail depuis le 21 novembre pour obtenir la satisfaction de multiples revendications et elles sont nombreuses et importantes : ils veulent un renforcement de la sécurité dans les ateliers, la mise en place du chauffage dans les mêmes lieux (en hiver, il gèle !), la suppression des licenciements répressifs pour « rendement insuffisant », la reconnaissance des accidents de travail, l'augmentation des salaires (la majorité des salaires avoisine le SMIC : 1 400 F par mois pour 44 H de travail hebdomadaires !

direction prendra toute disposition pour assurer votre sécurité pendant les heures de travail... »

Bref, qu'est-ce à dire

sinon, encore une fois, en quinze jours, une remise en cause du droit de grève ?

Quand Bourges dit vouloir régler les problèmes entre lui



LIP :

La nécessité de débattre  
des perspectives pour  
reprendre l'offensive

Lundi dernier, après une dizaine de jours de vacances, où les « Lip » avaient organisé un réveillon ensemble, les Assemblées Générales reprenaient. La première Assemblée Générale était importante parce qu'elle faisait le point sur la lutte depuis huit mois et notait des échéances importantes qui attendaient les « Lip », notamment la suppression des 90 % en avril. Cette Assemblée Générale était aussi marquante par rapport aux mesures prises par quelques dirigeants qui s'étaient réunis pendant les fêtes : mettre en place un « nouveau collectif » qui serait désigné par eux seuls. Cette décision leur permettant d'éliminer du collectif un certain nombre des « Lip » « gênants ».

Suite à cette décision, très contestée par les « Lip », qui remet en cause le principe d'une large partici-

pation à la lutte, une réunion improvisée s'est tenue vendredi après-midi. « Nous ne pourrions accepter ça : il est nécessaire de réinstaurer le débat avec tous les « Lip », faire des échanges de points de vue très riches ». Egalement ce qui est important, c'est que cette réunion commence à aborder le fond du problème, sur la base d'un premier examen, de huit mois de lutte : quelle voie suivre aujourd'hui ?

Tous les participants décident de se revoir en début de semaine pour continuer le débat et être en mesure de faire des propositions. S'engager dans cette voie, c'est débattre des perspectives, c'est répondre à l'aspiration des travailleurs de « Lip » à discuter de cette interrogation : « Où va-t-on ? » et contribuer ainsi à ce que la voie de l'offensive l'emporte.

Corr. Besançon

et les travailleurs, en passant par-dessus le syndicat, il ne s'agit d'ailleurs pas uniquement de détruire une organisation représentative que les travailleurs se sont donnée pour mener leur combat quotidien, cela prépare la mise en place, on en a conscience chez Bourges, d'un syndicat maison, visant à museler définitivement les travailleurs. Mais de manœuvres en manœuvres, la direction n'a jusqu'ici couru que d'échec en échec ! Déterminés à rentrer avec la satisfaction de toutes les exigences, les ouvriers le sont encore plus ! De recul en recul, la direction devra céder ! Totalemment !

## CENTRE NUCLÉAIRE DE MARCOULE

16 travailleurs accusés  
d'« entrave à la liberté  
du travail » par  
la COGEMA

Les travailleurs du centre nucléaire de retraitement de Marcoule continuent la lutte. Ils commencent aujourd'hui leur dixième semaine. 120 en « lutte » ils le sont en fait tous, d'une manière ou d'une autre. Tous les travailleurs soutiennent les 120 de manière active : ainsi, beaucoup versent à leurs camarades deux jours de leur salaire par mois, afin « que les pertes de salaires soient les mêmes pour tous ». Pour tenter de briser définitivement la grève, la direction a lock-outé plusieurs centaines de travailleurs : devant l'échec de cette manœuvre, la direction vient de prendre une nouvelle mesure. Plus précisément, c'est la société COGEMA qui vient de déposer plainte contre 16 ouvriers pour « entrave à la liberté du travail », société qui se voit transférer les installations du centre, transfert contre lequel les travailleurs s'opposent justement !

La riposte ne s'est pas faite attendre : les travailleurs ont organisé une puissante manifestation en fin de semaine dernière contre cet acte répressif, à Bagnols-sur-Cèze. Avec les grévistes étaient présents 200 travailleurs de la centrale. Non, les menées répressives du patronat ne doivent pas passer !

## ERICSON

4 heures de grève par jour,  
à partir de jeudi  
pour tous les chantiers

La société Ericson emploie plus de 10 000 travailleurs dans de nombreuses usines et chantiers. Sa spécialité : le matériel téléphonique. Le syndicat CFDT de l'entreprise vient de se réunir et a pris la décision d'appeler les ouvriers des chantiers publics de la société à débrayer quatre heures quotidiennement, à partir de jeudi, et de manière illimitée pour obtenir la satisfaction des revendications suivantes : rétablissement d'une échelle mobile des salaires, des salaires basés dans un premier temps sur une moyenne des indices INSEE et syndicaux. Les travailleurs demandent en outre la garantie de l'emploi et la réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures, pour ceux d'entre eux qui font le travail le plus pénible : les travailleurs du sous-sol (poses des installations). La forme de lutte choisie n'est pas un hasard : tout en étant tout aussi efficace du point de vue désorganisation du travail, elle aura en outre l'avantage de permettre de mener une bataille de longue durée. Ce n'est pas le seul facteur susceptible de mener à la victoire, mais il n'est pas à négliger. « Il est insuffisant mais nécessaire ». A l'évidence, la direction ne va pas céder au bout de huit jours. Une lutte de longue haleine se prépare.

CONSERVIERIES ITSASOKOA  
(SAINT-JEAN DE LUZ)Non à la reprise avec  
74 licenciements

Les travailleurs de la conserverie Itsasokoa à Saint-Jean de Luz ont pris la décision d'occuper leurs ateliers. Depuis le mois de mars, ils étaient en chômage technique. Cette mesure faisait suite à une baisse considérable des effectifs depuis une dizaine d'années : les effectifs ont été réduits de 50% et en 1973, seuls 1 000 ouvriers étaient employés.

Samedi, ils organisaient une journée « portes ouvertes » et organisaient une manifestation avec toutes les organisations syndicales auxquelles a participé la population. C'est en fait la survie de toute une région qui est en jeu : depuis de nombreuses années, le chômage ne fait qu'amplifier. La bourgeoisie veut transformer la région en une région de tourisme de luxe et transformer en outre le port de pêche... en port de plaisance. Les travailleurs le refusent !

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

## AFFAIRE DE BROGLIE

Suite de la page 1

En fin de semaine, un cran a été dépassé. Un journaliste qui avait rendez-vous avec Mlle de Varga a été enlevé par des inconnus et retrouvé fortement commotionné dans le bois de Boulogne. Il portait en particulier des marques de strangulation. De quel service secret ou des hommes de main de quel parti a-t-il été victime ?

Il est en effet légitime de parler de services secrets. Il se confirme en effet que le policier Simoné travaillait à l'occasion pour les services secrets, DST et autre SDECE. Il était en particulier chargé par les RG de tirer parti des films compromettants tirés lors de certaines parties fines où de hautes personnalités (diplomatiques en particulier) se font voir.

L'hypothèse de trafic d'armes au niveau le plus élevé, c'est-à-dire d'État à État, hypothèse que nous avions avancée il y a une semaine, est fréquemment reprise. De Broglie aurait participé au marché des camions en Algérie (qui s'était soldé par un échec pour Berliet), à la vente de Mirages à la Grèce (de Broglie avait préparé le contact Giscard-Caramanlis) à la vente d'armes aux Phalanges libanaises, et à d'autres pays. De Broglie ne serait en ce cas qu'un intermédiaire de transaction dont les hauts responsables auraient grand intérêt à ce que personne ne fouille de trop près dans ses affaires.

● UN LICENCIÉ DE DURAFOUR RÉINTÉGRÉ : Le tribunal administratif de Caen a ordonné la réintégration de Bernard Joly, délégué CFDT, mis à pied en mai 74 par la direction de l'union industrielle et d'entreprise. Ce licenciement avait été refusé par l'inspection du travail, et par le juge des référés qui ordonnait la réintégration de Joly. C'était compter sans M. Durafour qui annule la décision prise par l'inspection du Travail ! A la suite de l'action entreprise par la CFDT en faveur des licenciés de Durafour, le tribunal administratif a ordonné la réintégration du délégué, qui a repris son poste au début du mois de janvier.

● SAINT-QUENTIN EN YVELINES : Une nouvelle plainte vient d'être déposée contre le directeur d'une entreprise de revêtement de sol : La Solmur. Celle-ci aurait encaissé frauduleusement des chèques d'une valeur totale de 780 000 F. Comme par hasard, le PDG de la Solmur est une « relation » du PDG de la Compagnie générale du bâtiment, accusé d'avoir détourné 4,5 millions de francs pendant la construction de la ville nouvelle.

## L'INQUISITION ÉLECTRONIQUE A L'ARMÉE

Un jeune appelé a fait parvenir à la presse la fiche de renseignements que l'unité qu'il devait rejoindre lui avait demandé de remplir. Si les premières questions de ce document sont assez usuelles : renseignements d'identité (N° de Sécurité Sociale, N° de carte d'identité, date et lieu de délivrance...), une seconde partie concerne les parents : noms, prénoms, nationalité, domicile, adresse de l'employeur... Une troisième partie concerne les frères et les sœurs, identité, N° de cartes, adresse des employeurs pour chacun d'eux. Cela commence à devenir curieux.

Mais ce n'est pas tout. La dernière partie, qu'il est demandé de « remplir de façon complète et précise » demande d'indiquer les domiciles successifs des dix dernières années ! En cas de

naturalisation, dernière adresse dans son pays d'origine. Et enfin, si l'appelé est marié, il doit donner tous les renseignements d'identité précités concernant son épouse, et de plus ses domiciles et ses emplois durant les dix dernières années, l'identité complète, les domiciles et les professions de ses parents et de ses frères et sœurs !

Autant de données ne sont pas traitables par les moyens traditionnels, si elles sont demandées pour tous les appelés sursitaires. Aussi peut-on se demander si elles ne sont pas destinées à être traitées par ordinateurs, et éventuellement à permettre à la sûreté militaire de mener des investigations débordant très largement le cadre militaire. Dernière précision : l'appel en question était sursitaire comme étudiant.

## 2 condamnés à mort graciés

Joseph Keller et Marcellin Horneich, condamnés à mort par une cour d'Assises ont été graciés samedi soir à 21 H par Giscard d'Estaing. Les deux hommes étaient coutumiers des agressions de femmes seules et avaient massacré et horriblement mutilé à coups de serpe un couple de jeunes anglais qu'ils avaient pris en auto-stop, après avoir violé la jeune fille. La cour de Cassation avait rejeté le pourvoi.

C'est la quatrième fois que Giscard d'Estaing a dû exercer son « droit de grâce », droit que les chefs d'États héritent de la monarchie. Les deux premières fois, la grâce fut accordée. La troisième fois, elle fut refusée à Christian Ranucci, condamné pour meurtre d'une fillette.

Si le crime des deux hommes ne le cède rien en horreur à celui attribué à Ranucci, il est permis de

remarquer qu'aucune campagne de presse n'est venu réclamer la mort des deux condamnés, comme on avait pu le constater lors du procès de Ranucci. Ceux qui en appellent à une justice expéditive, automatique à la limite, jugent peut-être que le meurtre d'un couple de jeunes auto-stoppeurs, assorti d'un viol à la même gravité ? Il est vrai que pour ces mêmes gens, instigateurs de nombreux articles du « Parisien Libéré », les jeunes, auto-stoppeurs de surcroît, sont « suspects ».

## PHARMACIE MUTUALISTE A CLERMONT

Simone Veil s'était opposée à la création d'une pharmacie mutualiste à Clermont-Ferrand, malgré une décision du tribunal administratif, et même du conseil d'État. Il faut croire que la puissante corporation des pharmaciens dispose d'arguments de poids auprès du ministère. Pourtant, une deuxième fois, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand a donné raison à la Fédération Mutualiste. Si le principe des pharmacies mutualistes ne change pas grand chose au marchandage des médicaments, cette affaire en dit long sur « l'indépendance » du ministère de la Santé.

Les USA commandent 41 mystères 20

## LES MARCHÉS AÉRONAUTIQUES PASSENT PAR LES USA

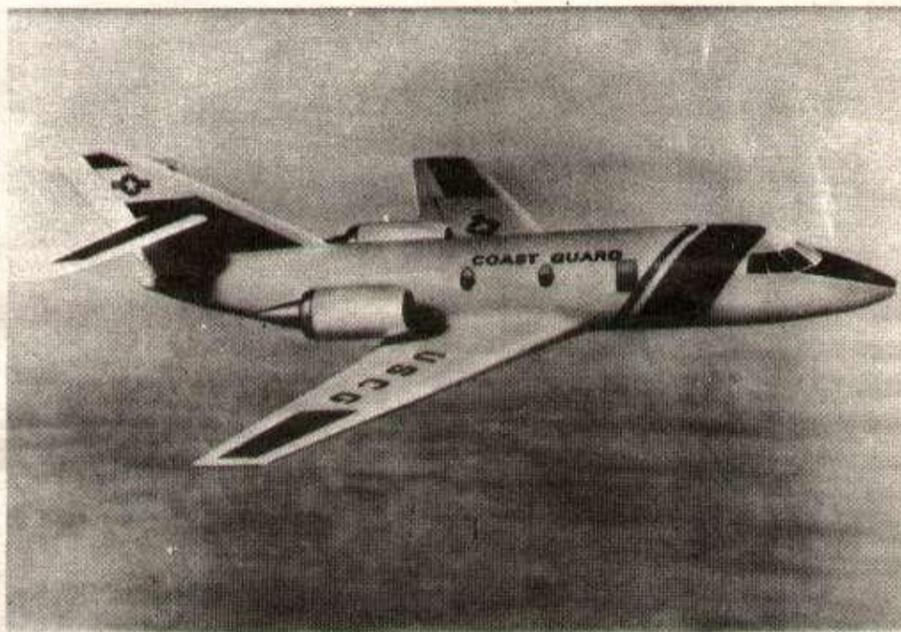
La firme Dassault, bien éclaircie par les divers scandales entourant son patron, fait grand cas du marché que la firme vient de conquérir aux États-Unis, grâce au service des gardes-côtes. Il est vrai qu'il s'agit d'un contrat important, puisqu'il est dû à la décision des États-Unis de porter leur zone économique maritime à 200 milles (et donc de les surveiller), et peut donc faire éventuellement tâche d'huile (sur le marché européen, par exemple). Il faut cependant signaler qu'il concerne

tout autant les États-Unis que la firme Dassault : ce n'est pas Dassault qui a remporté le marché, mais Falcon Jet Corporation, filiale de Dassault dont la moitié du capital est détenu par la compagnie aérienne Pan Am. D'autre part, les réacteurs de l'appareil seront américains (Garrett), ainsi que 36 % des appareillages électroniques.

D'autre part, l'ouverture de ce marché confirme la loi qui règne sur le marché mondial de l'aéronautique : le lancement d'un nouvel

avion civil passe obligatoirement par le marché américain. Si le Mystère, dans ses différentes versions, a été vendu à près de 500 exemplaires, c'est qu'il s'est vendu principalement aux États-Unis.

C'est exactement pour la même raison que le Concorde ne se vend pas. L'étude que les Américains continuent à mener sur l'avion revier très concrètement à bloquer toute commande, en attendant qu'une « coopération » franco-américaine se mette sur pied.



«Falcon 20» version US du «Mystère 20»

## Enseignement privé

## La "gaffe" du PS et les contradictions de la gauche

Mitterrand a dû donner un coup de poing sur la table à propos de l'avant-projet du PS sur l'Éducation Nationale. Le texte de cet avant-projet (dirigé par Mexandeau) avait été présenté à la presse le 13 septembre 76, après examen du comité directeur. Ce texte comportait un « plan socialiste pour l'éducation » assez fumeux parce que très général.

L'un des paragraphes était pourtant clair : « Nationaliser l'éducation. Il est inadmissible que les deniers publics soient contrôlés par des puissances privées (qui de surcroît sont aux mains du patronat, des notables, ou des deux à la fois) ». L'enseignement privé s'est évidemment senti visé. D'autant plus que Mexandeau a précisé le projet en introduisant l'idée de régions de nationalisation prioritaire, et la possibilité de refus de la part de l'État de reconduire les contrats d'association qui font que les enseignants du privé sont rémunérés par l'État.

Dans l'«Unité», Mitterrand a pris lui-même les devants à la suite des remous provoqués au sein du PS par le projet, en indiquant dans l'«Unité» que le projet « n'en garde pas moins son caractère de document pré-paratoire et devant être sur des points importants amendé ». En clair, c'est un désaveu.

Il semble qu'il y ait là le reflet de contradictions internes au PS, que l'on retrouve dans la FEN : la tendance Unité et Action, à l'image du PCF, est favorable à la nationalisation rapide du privé. La tendance

Unité Indépendance et Démocratie y est opposée. Les mitterrandistes (dont Rocard au premier chef) auraient saisi à l'occasion de régler leur compte avec un Mexandeau jugé trop proche des positions du PCF.

Que cette affaire ait tant fait de bruit dans le PS ne doit pas étonner : le corps enseignant, l'école en général est l'objet d'une lutte d'ampleur entre PCF et PS. Et aucun des deux partis ne tient à trop se lier les mains pour le cas où il parviendrait au gouvernement. Par contre, tous deux font autant assaut de séduction pour recruter chez les enseignants. A ce titre l'enseignement privé est un enjeu important. Il n'est pas question pour l'un et l'autre parti de la gauche de critiquer l'école en son fond. Bien au contraire, tous deux, malgré de palotes prises de positions officielles, sont

prêts à se satisfaire de la réforme Haby, à condition que certains aspects en soient revus, avec l'avantage qu'ils n'en prendraient pas la responsabilité.

E.B.

**LE RPR A L'AFFUT**  
Fidèle à sa tactique d'attaquer constamment le PS, le RPR s'est saisi de l'occasion pour parler de lui. Guermeur, responsable à l'éducation de l'ex-UDR, écrit : « Nombreux sont parmi les militants chrétiens du PS qui se détournent déçus et révoltés par l'intolérance que dissimulait encore le masque d'un nouvel humanisme ».

## CHINE :

# HOMMAGE AU REVOLUTIONNAIRE PROLETARIEN CHOU EN-LAI

Pour le premier anniversaire de la mort du camarade Chou-en Lai, c'est un hommage massif qui lui est rendu par le peuple chinois. Dans tout le pays, les organisations du parti, les municipalités, les entreprises ont organisé des réunions et des conférences à sa mémoire. Samedi sur la place Tien an Men, des centaines de milliers de travailleurs, brassard noir et fleur blanche à la poitrine en signe de deuil, sont venus déposer des gerbes et des couronnes. Ils faisaient le serment de suivre son exemple et de continuer la ligne révolutionnaire du Président Mao sous la direction du Parti Communiste.

Les manifestations qui ont lieu actuellement s'accompagnent de la projection d'un film sur la vie de Chou En-lai et de nombreux articles à sa mémoire sont publiés. Le «Hongqi» publie un long article évoquant sa vie et composé de sept parties. 1) «Il vouait une affection et une vénération sincères au Président Mao 2) Il était courageux et ferme dans la lutte contre l'ennemi 3) Il combattait et prévenait le révisionnisme et combattait pour la révolution 4) Il travaillait nuit et jour à l'édification d'un État socialiste puissant 5) Il soutenait la révolution mondiale et s'opposait à l'hégémonie américaine et soviétique 6) Il maintenait et faisait valoir le bon style de travail du Parti 7) «Groupons nous et demain l'Internationale sera le genre humain.»

L'hommage rendu aujourd'hui en Chine au camarade Chou En-lai revêt une importante signification politique puisque, malgré l'extrême douleur du peuple chinois et les centaines de milliers de travailleurs qui suivaient son cortège funèbre, la bande des quatre — grâce à Yao Wen Yuan qui contrôlait le secteur presse — avait pu étouffer et censurer cet hommage. Si les quatre en avaient fait de son vivant une de leurs cibles et voulaient discréditer sa mémoire après sa mort, c'est que, par sa défense ferme de la ligne du Parti, par son style de travail révolutionnaire, son application de la ligne de masse dans les affaires de l'État, il incarnait, aux côtés du Président Mao, la ligne révolutionnaire fondamentale du Parti Communiste Chinois. Contre toutes les déviations, il maintenait une politique extérieure in-

ternationaliste. Face aux divisions et aux affrontements provoqués par Liou Chao-chi, Lin Piao et par les quatre, il maintint l'unité du Parti et de la Chine, payant

lution et production et la ligne générale du Parti :

«Nous devons faire la révolution et promouvoir la production» (...) «Marx a indiqué : «... le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolutionnaire elle-même.» Une expérience fondamentale que nous avons acquise dans l'édification socialiste depuis plus de vingt ans, c'est de s'appuyer sur les masses. Que l'industrie prenne exemple sur l'exploitation pétrolière de Tating et que l'agriculture prenne exemple sur la brigade de production de Tatchai, cela signifie qu'il faut insister sur la nécessité de placer la politique prolétarienne au poste de commande, mener un vaste mouvement de masse, met-

tre pleinement en jeu l'ardeur, la sagesse et l'esprit créateur des larges masses, et sur cette base, renforcer la planification et la coopération, perfectionner les règlements rationnels et mieux faire jouer l'initiative et de l'autorité centrale et de l'autorité locale. Les organisations du Parti doivent prêter l'attention voulue au problème de la politique économique, se soucier de la vie des masses, mener consciencieusement enquêtes et recherches, accomplir et dépasser effectivement le plan élaboré par l'État pour le développement de l'économie nationale, afin d'imprimer un essor encore plus grand à l'économie socialiste de notre pays.»



de sa personne. Contre la politique des quatre qui opposaient révolution et production, pour saboter la production et de ce fait mettre en cause la révolution, il a toujours soutenu le principe «faire la révolution» et stimuler la production, voyant dans le développement planifié de la production dont il suivait quotidiennement la marche, la base indispensable de l'avancée de la Chine dans la voie du socialisme. A travers lui, c'est la ligne du Parti Communiste Chinois et le Président Mao lui-même que les quatre attaquaient. Le camarade Chou En-lai, dans la dernière période joua un rôle de premier plan pour impulser le mouvement s'inspirer de Tatchai. C'est lui qui, dans son rapport au X<sup>e</sup> Congrès, définissait clairement le lien entre révo-

## LIBAN :

ultimatum de Sarkis

## NOUVELLES MENACES POUR LA RÉSISTANCE

Sarkis vient de lancer un ultimatum intimant à toutes les composantes qui ont participé à la guerre civile au Liban de remettre leurs armes lourdes sous le contrôle des «forces de paix» arabes, avant mercredi minuit, faute de quoi, les dites forces de paix interviendront militairement contre les bases où ces armes sont stockées.

Le Liban est aujourd'hui entièrement coiffée par la Syrie, et l'ultimatum de Sarkis est en fait un ultimatum syrien ; les «forces de paix» sont essentiellement des troupes syriennes. Au terme des accords qui lui ont attribué des bases dans la région de l'Arkoub, la Résistance Palestinienne a rapatrié toutes ses armes lourdes dans le Sud. L'ultimatum lancé par Sarkis menace donc direc-

tement la Résistance qui, si elle est dépossédée de ses armes, se trouvera démunie face aux sionistes, alors que les phalanges ont pu se doter d'une infrastructure (routes, aéroport) leur permettant de se ravitailler facilement et qu'elles trouveront toujours un appui chez les sionistes. La Syrie prend prétexte des allégations des phalanges, qui subordonnent la remise de leurs armes à la remise des siennes par la Résistance que celle-ci détient légitimement au Sud, pour poursuivre sa tentative de mise au pas de la Résistance Palestinienne.

L'ultimatum de Sarkis inclue également le départ du Liban de toutes les forces de l'ALP, Armée de Libération Palestinienne, et leur retrait dans leurs bases de Syrie, d'Irak et d'Égypte.

## LES SIONISTES DIVISÉS SUR LA QUESTION D'UN ÉTAT PALESTINIEN

Le Parti Hérouth (parti d'opposition sioniste d'extrême-droite, membre du bloc du «Likoud») vient de préciser dans son congrès son programme électoral pour les législatives qui doivent se dérouler au mois de mai en Israël : imposer aux pays arabes la reconnaissance de la «légitimité» de l'occupation sioniste en Cisjordanie et à Gaza, s'opposer fermement à tout retrait des troupes d'occupation et à toute négociation avec l'OLP. Le parti Hérouth, qui espère rallier autour de ce programme le parti religieux et une fraction du parti travailliste actuellement au pouvoir (la tendance Dayan), entend ainsi remettre en cause la politique suivie actuellement par le gouvernement sioniste, qui tend vers la conférence de Genève et la création d'un État palestinien dûment encadré par des colonies sionistes.

De son côté, la commission préparatoire chargée

d'élaborer le programme électoral du parti travailliste vient-elle aussi de se prononcer contre la création d'un État palestinien indépendant situé entre Israël et la Jordanie, et vise à intégrer de force les Palestiniens à la Jordanie.\* Or cette position est jugée idéaliste par certains membres du parti travailliste, conscients que les Palestiniens n'accepteront jamais une telle solution, et que ce sont eux qui détiennent la clé du problème. Si cela ne change rien pour les Palestiniens, fermement décidés à défendre leur droit jusqu'au bout et à ne pas abandonner un pouce de leur terre, ces déclarations de tout bord révèlent la profondeur des contradictions qui secouent aujourd'hui l'État sioniste condamné, par sa nature même, à une politique expansionniste, et incapable de résoudre les problèmes posés par une économie en crise qui ne se maintient artificiellement que grâce aux capitaux US.

## Israël sert de relais aux ventes d'armes US

L'État sioniste vend aux alliés des USA, du matériel de guerre fabriqué en Israël sous licence US chaque fois que le ministère américain de la défense retarde ou refuse l'exportation de ces armes par des firmes US, révèle le «Christien Science Monitor». Ainsi la Grèce, la Turquie, Taiwan, s'approvisionnent en Israël. L'été dernier, la Grèce a acheté du matériel électronique pour ses avions de guerre d'origine US, ainsi que des équipements de radio, de communication et de détection en Israël, au moment où la tension s'aggravait entre la Grèce et la Turquie, et où Washington avait refusé d'approvisionner la Grèce. Des négociations secrètes sont en cours entre Israël et les USA sur les exportations par l'État sioniste de produits qui mettent en œuvre les procédés de technologie avancée américaine.

## La grève de la faim des détenus palestiniens s'étend en Israël

En dépit des bruits qui ont été répandus ces jours derniers, il semble, selon des informations en provenance d'Israël, que la grève de la faim commencée, il y a plus de trois semaines, par les détenus palestiniens pour obtenir le statut de prisonniers politiques et de meilleures conditions de détention se poursuive à la prison d'Ashkelon. Elle s'est en tout état de cause étendue à celle de Ramleh (près de Tel Aviv), et chaque jour, des manifestations auxquelles participent les familles des détenus, se produisent devant la mairie de Gaza pour les soutenir. Les sionistes ont fait disparaître dix prisonniers palestiniens et refusent toute information sur leur sort. Presque tous les maires de Cisjordanie, appuyés par les habitants, ont formé un comité pour obtenir le droit de rendre visite aux détenus, et adressé des messages au secrétaire de l'ONU.

● USA : ARRESTATION D'UN ESPION RUSSE : Les services secrets américains ont arrêté vendredi, un émigré russe, Rogalsky, qui était en possession de documents secrets sur la défense nationale des USA provenant d'un centre spatial qu'il devait remettre à un membre

de la délégation soviétique à l'ONU.

● ALLEMAGNE DE L'EST : NOUVELLE ÉMIGRATION : Bernd Jentsch, poète est-allemand qui avait soutenu le chanteur Wolf Biermann a demandé l'asile politique à la Suisse où il séjournait depuis quelques mois.

# INTERNATIONAL

**Après une récolte qualifiée de record,**

## L'URSS POURSUIVRA SES ACHATS DE GRAINS

Le ministre de l'agriculture soviétique a annoncé que la récolte de 1976 était la plus importante de ces dernières années avec 223,8 millions de tonnes. «D'après les résultats que nous avons obtenus, nous avons des réserves de céréales suffisantes pour répondre à tous nos besoins. Cependant, ce qui était prévu par des accords, nous le prendrons tout».

Depuis plusieurs années, l'importation de céréales est une politique systématique. A l'époque de Krouchtchev, l'URSS a importé 14 millions de tonnes en 11 années. Sous Brejnev de 65 à 76, elle a importé 100 millions de tonnes de céréales, principalement dans la période la plus récente : 70 millions de tonnes entre 1971 et 1975.

Cette politique systématique est à l'origine de la signature d'accords à long terme pour l'importation de céréales, notamment celui signé par les USA.

**UNE POLITIQUE SYSTÉMATIQUE D'IMPORTATIONS POUR PALLIER LES FLUCTUATIONS DE L'AGRICULTURE**

Les différences entre les récoltes sont énormes : 222,5 millions de tonnes en 1973, 138 millions de tonnes en 1975, 223 millions de tonnes en 1976. Les importations de céréales permettent de régulariser ces fluctuations. Brejnev et le gouvernement soviétique disent que c'est «la faute du climat», des paysans qui ont «manqué de l'enthousiasme nécessaire» pour expliquer les faibles résultats de 1975.

**UNE RÉCOLTE RECORD ET DES IMPORTATIONS RECORD**

Les importations de grains trouvent également leur raison d'être ailleurs : l'année 1973, année de la précédente moisson record est également une année record pour les importations : 23,9 millions de tonnes, chiffre sans précédent qui ne sera dépassé qu'à l'occasion de la mauvaise récolte de 1975.

Cette année, le ministre soviétique de l'agriculture annonce que les achats se poursuivent. Les hommes d'affaires américains s'attendent même à un accrois-

permettent de soutenir l'effort de guerre.

La politique hégémonique de l'URSS qui dicte l'achat des céréales ne se limite pas à ce seul aspect. Elle leur permet d'utiliser l'arme alimentaire contre les pays d'Europe de l'Est : en 1976 certains pays ont connu une forte sécheresse et de ce fait ont eu des récoltes désastreuses. L'Union Soviétique peut ainsi en achetant du blé américain soumettre plus étroitement les pays d'Europe de l'Est, obligés d'acheter des céréales, en les faisant dépendre des livraisons soviétiques.

La spéculation sur les céréales est un autre aspect de cette politique de superpuissance. En 1972, l'URSS organisa en grand cette spéculation pour la première fois. Les achats massifs de céréales sur les marchés américains et canadiens ont fait brusquement monter les prix en créant une pénurie : l'URSS revendit une partie des grains importés à un prix triple du prix d'achat.

Bonne récolte ou mauvaise récolte, l'agriculture soviétique est en difficulté du fait de l'économie de guerre. Bonne récolte ou mauvaise récolte, les Soviétiques utilisent les importations de grains pour leur politique de superpuissance.

Grégoire CARRAT

## TCHECOSLOVAQUIE DES DIZAINES D'INTERPELLATIONS

Un manifeste intitulé «Charte 77» réclamant le respect des droits de l'homme en Tchécoslovaquie et signé par 242 intellectuels et hommes politiques a été remis à Bonn pour diffusion européenne, aux journaux «Le Monde», «Times» et «Frankfurter Allgemeine Zeitung». Les signataires de la «Charte 77» déplorent notamment qu'en dépit des divers accords internationaux signés par la Tchécoslovaquie (dont Helsinki) et garantissant l'exercice des libertés «ces droits fondamentaux n'existent pour l'instant dans notre pays, que sur le papier... La responsabilité pour le respect des droits du citoyen dans notre pays incombe naturellement avant tout au pouvoir politique et étatique, mais pas seulement à lui. Chacun porte sa part de responsabilité...» «La charte 77 ne constitue pas une base pour un travail politique oppositionnel... Elle ne veut donc pas proposer son propre programme de réformes politiques ou sociales ou proposer des changements, mais mener dans son domaine d'action un dialogue constructif avec le pouvoir politique et étatique...». Les autorités tchécoslovaques n'ont pas tardé à mettre en route leur machine répressive puisque dès le lendemain plusieurs dizaines de signataires avaient été interpellés par la police — dont les quatre annoncés par la presse : Vaculik, Levandovsky, Urbanek et Havel — l'un des porte-parole de la charte 77 — Maintenant l'ont sait que les quatre ont été libérés, mais que le dramaturge Vaclav Havel

pourrait être poursuivi devant les tribunaux. Certaines arrestations se sont déroulées, pour Vaculik auteur des 2000 mots (1), d'une façon étrangement similaire à celle de London dans les années 50. D'autre part Pavel Kohout a déclaré à la télévision autrichienne que des «perquisitions, en partie filmées au moyen de caméras de télévision» ont été effectuées aux domiciles de ses amis «je n'exclue pas, a-t-il affirmé que les autorités commencent à préparer une documentation contre nous, afin de pouvoir donner de fausses informations par les mass-média et influencer de la sorte l'opinion publique». Dans son numéro de vendredi «Rude Pravo» organe du PCT attaque les signataires déclarant «qu'ils devront supporter les conséquences s'ils font obstacle au socialisme ou violent les lois de l'Etat socialiste». L'avertissement est adressé à ceux qui, déclare «Rude Pravo», ont prétendument adressé des lettres diverses aux autorités mais qui en fait les ont fabriqués par ordre des centres anti-communistes et sionistes et qui ont été ultérieurement publiées par les organes d'informations occidentaux les plus réactionnaires. Dans l'éditorial de samedi les signataires sont qualifiés de «région étrangère des temps nouveaux mobilisée par les ennemis notoires de la détente». En fait le régime tchécoslovaque tente d'assimiler les signataires à des traîtres, à des espions à la solde de la CIA qui ont affirmé avoir travaillé pour elle. Ces agents auraient

quitté l'agence pour regagner la Tchécoslovaquie et y confesser leurs fautes. Ils ont fait état d'un prétendu plan des services de renseignements occidentaux pour saper le régime tchécoslovaque : en somme un complot international digne de Marcellin. Les moyens d'information ont donné une large place également à l'arrestation de l'ancien ministre adjoint de la culture Josef Grohman, arrêté au retour d'un voyage à Paris et accusé d'espionnage pour le compte de l'OTAN. «Notre peuple saura comment traiter les traîtres et les renégats de diverses couleurs et de divers calibres» a écrit jeudi Rude Pravo, «il saura comment traiter les espions et les officines d'espionnage. Nous avons assez de force et de résolution pour défendre la souveraineté de notre Etat socialiste». Ces menaces cachent mal la panique qui s'est emparée des autorités devant ce nouveau refus de la normalisation, des 242 signataires et des peuples tchèque et slovaque qui ont toujours lutté contre l'occupation soviétique et leur propre bourgeoisie. Nous devons dénoncer cette tentative d'amalgame qui voudrait faire croire que tous les opposants sont des espions occidentaux, des anti-communistes, des sionistes : car il est malheureusement possible que plusieurs procès aient lieu si nous laissons les mains libres au gouvernement tchécoslovaque.

**LIBÉRATION DES PRISONNIERS POLITIQUES ÉVACUATION DES TROUPES ÉTRANGÈRES**  
(1) Les 2000 mots : plate-forme programme de 68.



En réalité, ces fluctuations sont le reflet de l'état des campagnes soviétiques : l'exode rural est un phénomène massif. Les conditions de vie à la campagne sont telles que 30 millions d'habitants de la campagne vivent au-dessous du minimum vital reconnu en URSS. D'autre part, les plans d'équipement agricole restent souvent inachevés faute de moyens : la part énorme prise par le budget militaire dans l'activité économique draine une grande partie des capitaux.

sement de la demande soviétique sur le marché US. Les importations massives de céréales suivent l'essor de la construction de chars, de missiles, de navires de guerre, de bombardiers. Ce n'est pas une coïncidence fortuite, mais les deux volets d'une même politique : les préparatifs pour une guerre d'agression. Tandis que les chars et les autres armes, le déploiement des troupes constituent la pointe d'attaque, les achats de céréales permettent de constituer des réserves stratégiques qui

## Corvalan nie ce que Brejnev a reconnu

«S'il y a des prisonniers politiques en URSS, ce sont seulement des prisonniers qui ont commis des délits selon la loi et qui ont été condamnés selon cette même loi», déclarait Corvalan à Antenne 2 où il affirmait que Boukowski n'était pas un prisonnier politique. Il poursuivait en déclarant «ce n'est pas le cas dans mon pays».

Corvalan sait-il ce qu'est cette loi qui fait interdiction à tout Soviétique de faire connaître son désaccord avec la politique de Brejnev ? A-t-il eu communication du nombre de Soviétiques emprisonnés, jetés dans les asiles psychiatriques pour avoir protesté contre l'agression de la Tchécoslovaquie ? En URSS la loi rend obligatoire d'être en accord avec la politique impérialiste sinon c'est la prison. Corvalan sait-il que dans les hôpitaux psychiatriques du KGB les médecins tortionnaires disent aux prisonniers : «Vous sortirez quand vous irez mieux,

quand vous aurez changé d'opinion».

Peu importe d'ailleurs ! Corvalan a raison sur un point : Boukowski et lui ne sont pas dans la même situation. Corvalan et Boukowski sont victimes du fascisme. Mais qui a chanté le loyalisme des forces armées chiliennes et de Pinochet en particulier avant le coup d'État ? Corvalan. Qui s'est servi de cet «argument» pour désarmer les masses populaires, pour refuser aux masses les moyens de s'organiser face au péril qui montait ? Corvalan. Le parti révisionniste chilien, en dénonçant uniquement l'impérialisme américain, avait trouvé un moyen de se blanchir. Mais en approfondissant son bilan, l'Unité Populaire reconnaît que ce sont ses erreurs, ses conséquences qui ont permis le coup d'État. La prétendue voie pacifique, opposée par Corvalan à la volonté révolutionnaire des masses, c'est là que Pinochet a creusé son lit. L'heure est au bilan pour le peuple chilien, celui de Corvalan est chargé.

## Des problèmes pour Carter



Pour faire face à la crise et la faire payer aux travailleurs américains, Carter doit résoudre la quadrature du cercle. Dans son «plan de relance», présentée sur la lancée des promesses démagogiques de sa campagne électorale, il prétend à la fois augmenter les dépenses publiques et diminuer les impôts. Alors que le chômage touche 8 % de la population et qu'il promettait 4 % pendant sa campagne, il ne promet plus que 6 % à la fin de 1978 !

## La pollution, fléau du capitalisme

Par Claude ANCHER

130 000 M<sup>3</sup> DE PROPANE SOUS GARGENVILLE

«Quand j'étais jeune, ce coin de Gargenville, ce n'était que des champs et des prés. Et là, il y avait le bois de Montalais, où on allait s'amuser... En cinquante ans, ce vieil ouvrier de Gargenville (entre Paris et Mantes, dans les Yvelines) a vu pousser autour du village de nombreuses maisons individuelles. Gargenville n'est pourtant pas une zone résidentielle. Elle compte surtout des travailleurs. A l'époque, il y avait déjà une fabrique de céramique et une cimenterie (Poliet) ; aujourd'hui Sté des Ciments Français). Depuis, la cimenterie s'est agrandie ; se sont ajoutées une fonderie et, aussi, à la place du bois de Montalais, la Raffinerie du Vexin.

Voisinage fort désagréable, surtout depuis que la Raffinerie a conçu le projet de stockage souterrain...

En 1973, naît Geovexin, société où l'on trouve réunies les compagnies pétrolières Elf, Mobil, Fina, Shell, Total. Il s'agit d'étudier la possibilité de stockage souterrain d'hydrocarbures dans le sous-sol crayeux de Gargenville. L'avantage essentiel consiste dans le coût, moindre que celui des réservoirs aériens. Toutefois, avec un certain aplomb, les responsables de Geovexin n'hésitent pas à mettre en avant leur souci de l'environnement et les nécessités de la lutte contre la pollution !

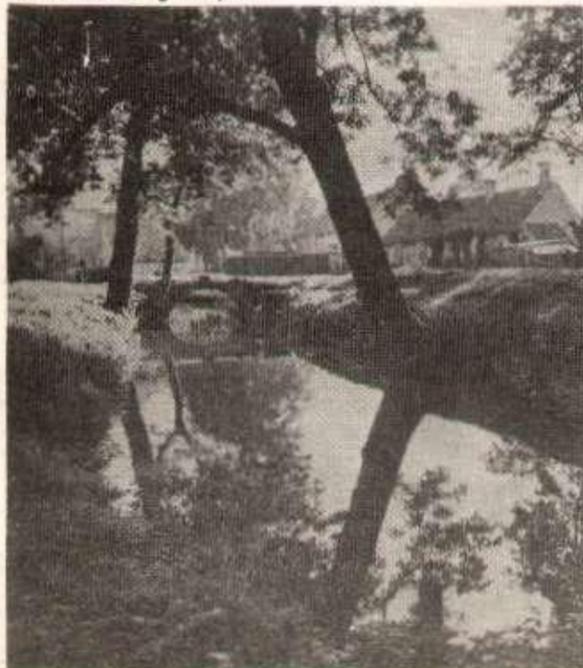
Entre temps, de nombreuses protestations s'étaient élevées dès l'annonce du projet, dénonçant le danger qu'il représentait : la nappe phréatique alimentant en eau toute la région se situe autour et au-dessus des galeries de stockage. Les risques de contamination sautaient aux yeux ! De plus, au cours des travaux, il semble bien que sont apparues des difficultés à assurer la maîtrise de la technique prévue pour réaliser le stockage étanche du fuel lourd. Toutes choses qui ont conduit à l'abandon du projet initial.

Après une série de forages, Geovexin passe un marché au début de 1974 avec un groupement d'entreprises sous la houlette de la Société Borie (dont le fleuron est le percement du tunnel du Mont-Blanc). Le contrat prévoit le creusement de cavités en arêtes de poisson, au total 2 500 000 mètres cube devant contenir du fuel lourd.

Presque deux ans plus tard (le 18 octobre 1975), le projet est stoppé. Officiellement, Geovexin reproche à Borie et consorts de n'avoir creusé que 130 000 mètres cube utilisables au lieu des 2 500 000 mètres cube prévus.

L'affaire allait-elle en rester là ? C'aurait été mal connaître les capitalistes qui se résignent mal aux pertes

Bientôt une image d'Epinal ?



Le chantier...

sèches. Après quelques mois de répit où les habitants de Gargenville n'entendent plus parler de galeries souterraines, Geovexin fit paraître à la une des journaux locaux le 15 septembre 1976 l'annonce du stockage de 130 000 mètres cube de propane, effectif en principe à l'automne 1977. Projet moins ambitieux en volume mais, suffisamment inquiétant lui aussi pour que la société l'entoure de détails techniques destinés à rassurer la population.

Du premier projet, le deuxième conserve la galerie principale (47 mètres carré de section, 8 mètres de haut) située à la côte-150 mètres et longue de 1 600 mètres.

Vues les infiltrations d'eau qui suintent en permanence sur les parois des galeries (40 mètres cube par heure), il sera nécessaire de pomper cette eau (le propane sera directement au contact de la craie).

## UN ÉQUILIBRE PRÉCAIRE

Malgré ce déploiement de précisions et la belle confiance affichée par Geovexin dans la sécurité de sa technique, une autre société, la Lyonnaise des Eaux, contre-attaque immédiatement. Responsable du pompage de la nappe phréatique, cette société pose à nouveau les problèmes de la remontée possible du propane à la surface de la nappe.

Du coup, Geovexin décide de sortir le «grand jeu». Fin novembre, une journée «portes ouvertes» est organisée à l'intention des maires des communes concernées, Gargenville en premier lieu et aussi Porcheville, Issou, Mezières, Epône. Expérience de laboratoire à l'appui, des techniciens montrent que l'eau est attirée vers la cavité de stockage, la pression dans celle-ci étant inférieure à celle des terrains environnants.

A cause de la différence de pression entre eau et propane, le propane ne peut pas remonter à la hauteur

du pompage de la nappe. Mais le pompage de 40 mètres cube nécessite par le stockage peut être un facteur de baisse de la nappe.

De toutes façons, les risques présentés par le stockage souterrain ne peuvent être effacés par une expérience de laboratoire : 130 000 mètres cubes de propane, voilà qui représente un autre ordre de grandeur... Pour que l'équilibre entre propane et eau, condition du maintien en place du stockage, soit réalisé, il faut que la régularité du pompage ne soit jamais perturbée, qu'il n'y ait aucun incident ! D'autre part, le système suppose que les failles soient parfaitement colmatées et qu'il ne s'en forme pas d'autres. Là encore, on n'est vraiment pas dans le royaume des certitudes. D'autre part, on ne peut jamais exclure l'hypothèse d'un glissement de terrain dans ce type de sous-sol.

## L'INQUIÉTUDE DES TRAVAILLEURS

Pour les habitants de Gargenville, subsistent bien des motifs d'inquiétude.

D'abord, le caractère semi-clandestin du projet a de quoi étonner. Bien sûr, «Paris-Mantes» et «le Courrier» de Mantes en ont parlé, et même la radio, une fois. Mais sur place, la mairie de Gargenville ne fait aucune information, au point que plusieurs habitants que nous avons rencontrés en sont à demander ce qui se mijote vraiment sous leurs pieds. D'autres le savent mieux, à leurs dépens : les travaux de creusement de la descendie provoquent des vibrations ressenties dans les maisons construites au-

dessus. Voici ce qu'en dit une retraitée : «Toute la journée, ça n'arrête pratiquement pas : des bruits sourds, des trépidations. Si je laisse posée contre le mur la plaque de ma cuisinière, je l'entends vibrer ! La nuit c'est encore autre chose, des sortes de grondements comme si des camions roulaient en-dessous...» La municipalité n'a pas cherché à connaître ces conséquences.

«Le stockage ? C'est l'affaire du maire !», déclare tout de go la secrétaire de mairie. Ça ne concerne donc pas les habitants ? Sur la plaque noire, à l'hôtel de ville, sont gravés les noms des «bien-faiteurs» de la commune : Ets Poliet et Chausson, Société La Céramique Française, Société Le Graiblanç... à quand Elf et Geovexin...

Ce qui crée la défiance, ce sont aussi les précédentes affaires de pollution : celle de la Seine par un «pipe» des Ciments Lafarge à Porcheville (janvier 76) et

## DU FUEL AU ROBINET...

A la fin du mois d'août 1975, les habitants de Rangiport (quartier de Gargenville, au bord de la Seine) ont eu la mauvaise surprise en ouvrant le robinet de voir couler... du fuel !

Pas absolument pur, bien sûr, mais enfin l'eau était suffisamment chargée en hydrocarbure pour qu'elle vous ôte toute envie de la boire ou de l'utiliser à des fins domestiques.

L'enquête menée permet rapidement de déterminer le responsable de la pollution : le réseau d'égoûts de la raffinerie Elf. Plusieurs regards laissaient échapper des liquides chargés d'huiles. Ces liquides s'infiltraient dans la craie jusqu'à la nappe phréatique sous-jacente, contaminant ainsi le puits de captage d'eau potable de Rangiport.

Pour mettre fin à cette situation scandaleuse, la raffinerie a dû s'arrêter un mois, le temps de changer 220 regards (1). (Encore ne s'y est-elle décidée que lentement puisque les travaux n'étaient terminés que fin août 1976). Selon les «spécialistes» : aucun souci à avoir désormais ! Mais depuis, des riverains ne boivent que de l'eau minérale...

(1) Regards = joints de canalisations

«Vous voyez, sur la route, ces traces de fuel. C'est comme ça, à chaque pompage. D'ailleurs, l'odeur du fuel est permanente. Regardez un peu la couleur de la terre, là où l'eau d'écoulement du puits se jette dans la Seine. L'eau reste assez chargée de fuel pour qu'on voit de temps à autre des nappes sur le fleuve à cet endroit. Et dire que je me suis baigné là quand j'étais jeune... L'eau était claire, alors.»

Pourtant, quand le réseau de Rangiport avait été pollué, le directeur de Elf n'avait-il pas dit à priori : les regards des égoûts de la raffinerie étaient sains. A priori, Geovexin pense que le stockage de propane n'offre aucun danger. Mais est-ce avec des a-priori, qu'on peut être tranquille, quand tant de fois la sécurité est en défaut dans la vie quotidienne qu'impose le capitalisme.

Ce n'est pas cette ultime image des rives de la Seine à Gargenville qui nous rassurera...

## LA RAFFINERIE DU VEXIN

Rompant avec l'implantation habituelle sur les côtes (raffineries «sur l'eau»), Elf a choisi il y a une dizaine d'années de s'installer à Gargenville pour diminuer les frais de transport des produits pétroliers finis ou semi-finis. Relier au Havre par un oléoduc de 200 kms, la raffinerie de Gargenville présente pour Elf l'avantage de se trouver à côté de son principal client : la centrale thermique EDF de Porcheville, chaque jour 6 000 tonnes de fuel sont utilisés par la centrale pour deux tranches de 600 mW.

# DANS NOTRE COURRIER

## «LE BUT DE LA TÉLÉ, C'EST DE NE PAS LÂCHER LES OUVRIERS QUAND ILS SONT SORTIS DE L'USINE !»

Je vous envoie les résultats d'une discussion sur la télé que j'ai eue avec des copains qui sont actuellement dans un centre de FPA à Dunkerque.

—H : «Au centre, les deux télévisions sont branchées par le maître d'internat sur les films et sur les émissions qui ne nous intéressent pas.

Aux informations on voit toujours les mêmes (Giscard, Barre, les patrons, des députés, etc...) mais on ne voit presque jamais d'ouvriers qui disent ce qu'ils pensent. Quand il y a des grèves, la télé en parle rarement, et elle montre la chose de très loin. On voit l'usine, des manifestations,

mais sans plus de détails, pas d'interview d'ouvriers, de grévistes.

On ne dit pas la vérité dans les informations, on ne dit pas ce que pensent les ouvriers, ce qu'on pense, sauf très rarement il y a un ouvrier qui parle et là on entend ce qu'on pense aussi. Mais c'est très rare !

—P : L'autre jour, ils ont parlé de mineurs, en disant que maintenant il n'y avait que très peu de silicosés. C'est vraiment faux.

—J : Ils n'ont pas intérêt à trop dire de vérités sur les conditions de vie et de travail

des ouvriers, sinon ce serait dangereux. Il faut que les ouvriers aient le moins conscience possible de la réalité. (...)

—P : Mais tu vas voir la classe ouvrière c'est comme un volcan, ça a l'air éteint, mais ça gronde tout le temps et un jour ça finit par éclater (...)

Je pense que la télé a comme but de ne pas lâcher les ouvriers quand ils sont sortis de l'usine, d'empêcher qu'ils n'aient trop de conscience de la vérité, de ce qui se passe. (...)

Corr. Dunkerque

## UN «NOUVEL AN» DE FRATERNITÉ PRÉPARANT UNE ANNÉE DE LUTTES

Autour d'un bon cous-cous et du champagne, des travailleurs de Cadot, des habitants du quartier menacés par le chômage s'étaient rassemblés pour fêter ensemble la nouvelle année. Des discussions ont fait connaître à tous la réalité des luttes menées contre le chômage et renforcé la détermination de lutter ensemble sur le quartier cette année. Une camarade d'un atelier de couture, au chômage a reçu le soutien fraternel de tous. Les travailleurs immigrés ont fait connaître la lutte de leurs peuples et le lien entre celle-ci et leur lutte en France même, à l'heure où les pays du Tiers Monde prennent en main leurs richesses.

Et l'on dansa, les danses habituelles en France, tandis que les camarades immigrés initiaient les participants aux danses de leurs pays. Nouvel an de fraternité, préparant une année de lutte.

Tonnerre

(Paris 19<sup>e</sup>)

## Tous les moyens sont bons...

Décidément, tous les moyens sont bons pour la bourgeoisie pour tenter de désamorcer la colère et la résistance des masses face au plan Barre :

Après la vaste campagne d'intoxication que les travailleurs ont dû subir par le canal de la télé (le slogan que l'on pouvait entendre plusieurs fois par jour : «faire un effort aujourd'hui, c'est vivre mieux demain»), la droite tente d'autres moyens pour manipuler les masses populaires.

Ainsi des affiches ont fait leur apparition (collées par des agences de publicité), même dans des régions où les partis de droite sont quasi-inexistants.

On peut voir sur le même panneau d'affichage, une dizaine d'affiches qui disent : «Le plan Barre, j'ai confiance», et en tout petit, en bas, on peut voir les sigles des quatre partis de la majorité (qui tentent ainsi de camoufler leurs divergences, aux yeux des masses).

La bourgeoisie tente une fois de plus de manipuler les travailleurs qui verront les affiches des dizaines de fois par jour, espérant qu'ils retiendront les slogans, sans même le vouloir, ce qui, espère-t-elle, modifiera leur jugement et affaiblira leur combativité face à ce plan anti-populaire.

Mais les travailleurs ne seront pas dupes de cette manœuvre grossière et parions que ces affiches ne resteront pas très longtemps en place !

# Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

### • A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

### • Et à un livre ou un disque au choix :

#### PARMI LES LIVRES

#### PARMI LES DISQUES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'«Antidühring» d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine
- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans la manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrésou (un peuple en lutte : Espagne)

### • Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml»

### • Sur présentation de la carte

#### RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :  
La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon  
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans  
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille  
«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux  
«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes  
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen  
Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris  
«Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest  
Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille  
«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand  
Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims  
de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

Cinéma (tarif étudiant tous les jours) :  
«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5<sup>e</sup>  
«Olympic», 10 rue Boyer  
«Entrepôt», 7 rue Pressensé  
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

Abonnement normal ..... 300 F .....   
Abonnement de soutien ..... 500 F .....   
Abonnement de soutien ..... F .....

Mode de versement :  
En une fois .....   
En trois fois (échelonné sur trois mois) .....

NOM (en capitales) .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Ville .....

**TOURNÉE EN BRETAGNE DU «THÉÂTRE A EMPORTER» DE BÉZIERS**

MARDI 11 janvier : Rennes, faculté de sciences  
MERCREDI 12 janvier : Fougères - MJC  
JEUDI 13 : Saint Briec - MJC du Plateau  
VENDREDI 14 : Lannion

Avec la pièce sur le Nucléaire : «Monsieur Salsichot, vous gênez l'atome, ou qui l'uranium enrichit», invité par les CRIN (anti-nucléaire) de Bretagne.

«Théâtre à emporter», 12 rue du Puits-des-Arènes 34 500 Béziers

**Appelez au quotidien**

**293 63 61**

de 14 h à 18 h.

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml  
Adresse Postale BP 225 75 324 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J  
Directeur de publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

**AMIENS : MAISON DE LA CULTURE**

CALENDRIER

**THÉÂTRE**  
LES BONNES, de Jean Genet. Mise en scène de Dominique Quéhec  
20-21-22 janvier 1977 : Amiens - Maison de la Culture  
25 janvier : Douai - Théâtre du Centre d'Action Culturelle  
27-28-29 janvier : Amiens - Maison de la Culture  
31 janvier : Compiègne - Centre d'Action Culturelle du Valois  
1<sup>er</sup> février : Saint Quentin - Théâtre Municipal  
2-3-4 février : Villeneuve d'Ascq - Espace Rose des Vents  
8-9-10-11-12 février : Amiens - Maison de la Culture

**CINÉMA**  
LES MONDES DE JEAN GENET  
5-6-7 janvier 1977 : Cette nuit ou jamais de Daniel Schmidt  
5-7-8 janvier : The Servant de Joseph Losey  
4-6-8 janvier : The Brig de Jonas et Adolfas Mekas  
4-6-7 janvier : Le Droit du plus fort de Rainer W. Fassbinder  
4-5-7 janvier : Mademoiselle de Tony Richardson  
11-12 janvier : Le Balcon de Joseph Strick  
18 janvier : Eldridge Cleaver, Black Panther de William Klein  
25 janvier : L'Olivier du Collectif Cinéma Vincennes

**LYON, AU CINÉMATOGAPHE 44, cours Suchet (2<sup>e</sup>)**

**LE MILIEU DU MONDE**  
Film suisse D'alain Tanner avec Olympia Carlisi, Philippe Léotard, Juliet Berto. (1974 - 115 mn).  
LUNDI 10 JANVIER ..... 18 h 15  
MARDI 11 JANVIER ..... 18 h 15  
LA DERNIÈRE TOMBE À DIMBAZA  
Film tourné clandestinement en Afrique du Sud par des militants anti-impérialistes. (1973 - 60 mn) V.O.  
LUNDI 10 JANVIER ..... 20 h 30  
MARDI 11 JANVIER ..... 20 h 30  
LETTRE PAYSANNE  
Un film sénégalais de S. Faye. Prix Georges Sadoul 1975.  
LUNDI 10 JANVIER ..... 21 h 40  
MARDI 11 JANVIER ..... 21 h 40  
Première exclusivité

LA DERNIÈRE TOMBE À DIMBAZA

# A propos de 325 000 FRANCS OYONNAX 1977

Par J.P. BOULOGNE

Les conséquences du «modèle de consommation» sont connues : développement des heures supplémentaires, intensification du travail, accidents nombreux. C'est tout le sujet de 325 000 F, et, à cet égard, les personnages de Busard, de sa fiancée Marie-Jeanne, du Bressan (le paysan qui fait équipe avec Busard), concentrent certains traits caractéristiques de la classe ouvrière dans les années 50.

Si Roger Vailland a choisi comme cadre de son roman la région d'Oyonnax, c'est parce qu'il la connaît bien. Savoyard d'origine, il a longtemps habité le village de Meillonas, lieu de villégiature préféré de la bourgeoisie de Bourg-en-Bresse, à trois quart d'heure de voiture d'Oyonnax.

Les attaches de l'auteur dans cette région, particulièrement avec le PCF local sont nombreuses : militant à la cellule d'Ambérieu (ville voisine d'Oyonnax), il écrivait des articles pour le journal local, tenu par le PCF, «Les Allobroges». Il a participé de très près à la campagne pour les élections du 2 janvier 1956, aux côtés d'Henri Bourbon, député PCF de l'Ain.

C'est d'ailleurs Henri Bourbon qui raconte l'origine du roman «325 000 F» : «A la direction fédérale (du PCF) on nous avait signalé que les accidents dus aux cadences devenaient de plus en plus nombreux, et qu'il fallait qu'on fasse quelque chose pour en finir (...) Alors j'ai dit aux camarades : «Je vois bien Roger descendre à Oyonnax une huitaine de jours, faire un reportage là-dessus, et je vais lui donner tous les tuyaux pour qu'il puisse prendre les contacts». Bien. Roger, consulté, d'accord, descend à Oyonnax, va chez mes filles qui le dirigent un peu partout. Il est resté une huitaine de jours là-bas, peut être dix.

Quand il est revenu, Roger me dit : «Tu sais, cette affaire, ce n'est pas un article ou deux qui peuvent la régler. Ça peut faire plus qu'une nouvelle, moins qu'un roman, mais on peut faire quelque chose d'extrêmement important» (...) C'est de là qu'est né 325 000 Francs.



La connaissance de la région, l'enquête menée auprès des travailleurs, donnent sa valeur au roman. Un exemple : la description du travail sur la presse à injecter (Chapitre 3) est un modèle de précision et d'exactitude. Pour l'auteur, «325 000 Francs (est) le meilleur de mes romans. Busard, coupé de sa classe, veut faire la révolution à lui tout seul...» (Écrits intimes) Caractéristique de la période «militante» de Vailland, il dénote une volonté de son auteur de se mettre au service du peuple : «Quand j'écrivais 325 000 Francs, un militant d'Oyonnax me présenta dans une maison ouvrière : «Roger Vailland, un écrivain au service du peuple», et j'en fus réellement ému».

Et pourtant, si le roman décrit la classe ouvrière dans les années 50, l'image qu'il en donne est-elle tout à fait conforme à la réalité ? Quel point de vue sous-tend les choix effectués par l'auteur. C'est ce qu'il nous faut envisager.

(à suivre)

## POLICE RACISTE ET ANTI-JEUNES



### Cité Mistral à Grenoble

## UN LIVRE

## UN CRI DE REVOLTE!



Ce livre est en vente à la  
Maison pour tous de la cité  
Mistral à Grenoble (10 F).



La cité Mistral à Grenoble est bien connue, sa mauvaise renommée a maintes fois défrayé la chronique de la presse inféodée au pouvoir. Qu'on se souvienne de la violente interpellation d'un groupe de jeunes par des flics au café «Le Danube» il y a un an ; cet événement fut présenté comme l'agression d'une bande de voyous contre de braves flics. Les jeunes s'organisèrent pour rétablir la vérité et riposter aux exactions policières et au racisme anti-jeunes. Les sociologues de service se sont docilement penchés sur cette «cité de la délinquance», Dubedout, le député-maire PS de Grenoble a exposé ses méthodes «préventives» et répressives devant le comité d'études sur la violence. Mais jamais ou presque, les jeunes de la cité Mistral n'ont pu prendre la parole pour parler de ce qu'ils vivent. Certains le font dans un livret. «Réalisé à partir de documents, interviews, photos et réflexions, ce livre est un cri, qui ne se veut pas d'agonie, mais de révolte». C'est ainsi que le présentent ses auteurs.

A lire et à regarder comme un document sur cette cité grenobloise. Les photos en disent peut-être encore plus long que les quelques textes qui ne désignent pas toujours clairement les vraies raisons de la délinquance à la cité Mistral.

## Programme télé

### LUNDI 10 JANVIER

#### TF 1

18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 35 - Les patapluches  
18 h 40 - L'île aux enfants  
19 h 00 - La Lune papa. Feuilleton  
19 h 20 - Actualités régionales de FR 3  
19 h 40 - Une minute pour les femmes  
19 h 45 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - TF 1 actualités  
20 h 30 - La caméra du lundi : La bourse et la vie. Film franco-germano-italien (65)  
22 h 00 - Pour le cinéma  
22 h 50 - TF 1 actualités

#### A 2

18 h 40 - Le palmarès des enfants  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres

19 h 20 - Actualités régionales de FR 3  
19 h 40 - La tirelire  
20 h 00 - Journal de l'A 2  
20 h 30 - La tête et les jambes. Jeu hebdomadaire  
22 h 25 - Jean monnet  
22 h 50 - L'huile sur le feu. L'Europe et le Parlement Européen  
23 h 30 - Journal de l'A 2

#### FR 3

18 h 45 - Pour les jeunes. Flash  
19 h 05 - Magazines régionaux  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - FR 3 actualités  
20 h 00 - Jeux de 20 heures  
20 h 30 - Cinéma public : L'héritier. Film de Philippe Labro (72)  
22 h 15 - FR 3 actualités

# SAISIES:

Une enquête de Serge LIVET

## BRUTALES OU INSIDIEUSES

### UNE VIOLENCE LÉGALE QUOTIDIENNE !

-1-

Papiers bleus, camions verts sont bien connus dans les cités populaires, leurs couleurs ne trompent pas, leur apparition est synonyme de saisie. Saisie, un mot qui a longtemps signifié honte, déshonneur et malheur pour ses victimes. L'huissier, un mot qui signifie homme redoutable, insensible à la misère, impitoyable, qui laisse derrière lui des logements vides et dépouille la pauvreté.

Cette force brutale ouverte n'a pas disparu, elle frappe toujours les familles populaires avec la même âpreté. Et devant l'affront,

nombreux encore sont ceux qui se taisent et cachent l'agression qui les touche.

Mais quelque chose changé, la révolte gronde contre ce banditisme légal, l'huissier ne trouve plus en face de lui des victimes résignées, convaincues de «leurs erreurs» et considérées par les voisins comme des gens vivant au dessus de leurs moyens. De plus en plus l'huissier se heurte à une famille consciente d'être la victime du système, et soutenue par les habitants du quartier qui savent que ça pourrait être eux ou ce sera eux

les victimes. De plus en plus l'huissier est obligé de repartir sans avoir pu saisir.

Les protestations contre les saisies s'amplifient et gagnent même non sans hypocrisie les rangs de la bourgeoisie. De nouvelles formes de récupération des créances se mettent en place, plus subtiles. Va-t-on vers la suppression progressive des saisies mobilières au profit de méthodes moins ouvertement brutales, mais plus efficaces? Sur ces questions qui seront le sujet de cette nouvelle enquête, nous attendons vos témoignages et vos points de vue.

## SAISI PENDANT SON SOMMEIL

La mésaventure de M. Marras a fait un peu de bruit il y a quelques semaines. L'ensemble de la presse a parlé de ce chauffeur de taxi dévalisé par un huissier pendant son sommeil. L'affaire a été traitée avec humour, comme un cas marginal. Pourtant tout cela est moins surprenant qu'il n'y paraît. Au contraire on y trouve à l'œuvre une logique, la logique impitoyable de la saisie. Tout y est révélateur de la façon d'agir des huissiers, et conforme à leur rôle.

### UNE ERREUR D'ÉTAGE

Rappelons brièvement les faits: Monsieur Marras, chauffeur de taxi de nuit dort profondément, après sa nuit de travail. Sa femme est absente, sa fille à l'école. Un huissier accompagné d'un commissaire de police, de deux déménageurs, et d'un serrurier, vient dans son immeuble procéder à une saisie. Erreur de la

visite à Monsieur Marras, trois semaines après ces événements. Au premier abord, on ne voit guère trace de ce vandalisme dans le coquet appartement. L'affaire est tellement incroyable qu'il faut les explications de Monsieur Marras pour comprendre l'enchaînement inexorable des faits.

«NE LE RÉVEILLEZ PAS  
ÇA VA NOUS  
RETARDER»

«Il faut dire que quand je dors, je n'entends absolument rien, je fais en sorte de ne rien entendre, sinon je ne pourrais pas me reposer. Je suis habitué à dormir de jour, le bruit ne me réveille pas. Et puis tout s'est passé très vite. Ils ont pris tous les meubles de la salle et ils sont partis. Le commissaire m'a vu dans mon lit, il a dit à l'huissier de me réveiller. Surtout pas, lui a répondu l'huissier, ça va nous retarder». Quand Monsieur Mar-

ras de location a également été malmenée, le vernis est griffé. Au total M. Marras estime le préjudice au moins à 5 000 francs sans compter le préjudice moral. Sa femme a été très affectée par cette mise à sac de l'appartement, qu'elle entretient avec le plus grand soin. Malgré les excuses de l'huissier, les offres d'arrangement à l'amiable, M. Marras a porté plainte et entend bien que l'affaire aille jusqu'à son terme et, que ça se sache pour, dit-il, «empêcher de tels abus».

### PRÊT A RECOMMENCER

L'huissier, le commissaire, les déménageurs sont tous revenus le voir dans les jours qui ont suivi pour s'excuser. Evidemment s'il n'y avait pas eu d'erreur ils ne seraient pas revenus, et on imagine la suite. Vingt mille francs de meubles vendus le dixième de leur prix, à peine de quoi

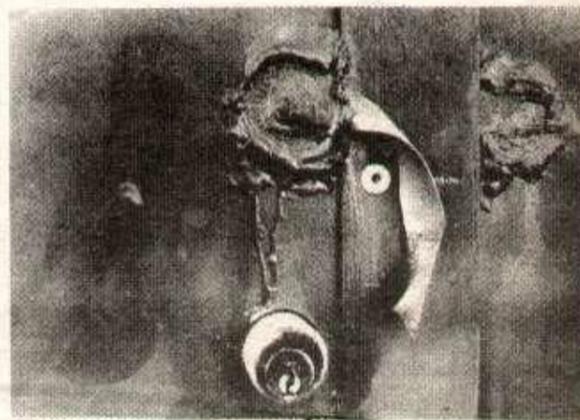
### UN SPECIALISTE DES AFFAIRES DIFFICILES :

Il était pourtant venu deux semaines plus tôt chez Madame Macé la femme, qu'il aurait dû saisir, il avait dressé la maigre liste des pauvres meubles à saisir. Rien ne correspondait à ce qui se trouvait deux étages plus haut chez M. Marras. Légalement il ne pouvait saisir que le meuble porté sur sa liste, mais la légalité ne sert qu'à protéger les huissiers, pas les gens saisis contre qui tous les moyens sont bons, pour faire payer. Craignant les réactions des voisins, les manifestations de solidarité qui se développent pour empêcher les saisies, les huissiers agissent dans la plus grande rapidité, comme des voleurs, avec toutefois moins de talent. Don Simoni, l'huissier, est parait-il un spécialiste des saisies difficiles, dans les quartiers où des réactions sont à craindre. En l'occurrence cette saisie avait d'abord été confiée à l'huissier habituel des HLM, qui l'a laissée à un second huissier qui, à son tour, en a fait cadeau à Don Simoni.

### VINGT MINUTES POUR FAIRE UNE SAISIE :

Les déménageurs qui ont dans leur zèle, cassé les meubles, vidé entièrement un buffet de vaisselle, ont quelques excuses à condition d'admettre le métier qu'ils font. Ils n'ont en effet que vingt minutes pour faire une saisie, ils en font actuellement environ dix par jour alors qu'avant ils en faisaient autant en une semaine. Alors, certains, que quoiqu'ils fassent ils n'auront pas de réprimandes de la part de la personne saisie, ils utilisent la manière forte, pour enlever les meubles, sans autre considération.

La mésaventure de M. Marras a été largement divulguée, elle peut sembler particulière mais, l'erreur exceptée, c'est la règle: rapidité, brutalité dans la façon d'agir et aucune considération pour les victimes. C'est la force brutale, sans fard, de la classe dominante.



Scellés sur une porte après inventaire.

## LA SAISIE : D'ABORD UNE MENACE

La saisie intervient au terme d'un processus qui peut-être plus ou moins long, selon la nature du créancier. Avant d'entamer une procédure de saisie, le créancier tente de récupérer sa créance par d'autres moyens ne nécessitant pas l'intervention de la justice. Le débiteur reçoit d'abord des lettres de réclamation ordinaires puis, des lettres recommandées assorties de menaces. Parfois, l'affaire est confiée à des sociétés spécialisées dans le recouvrement des créances. Ces sociétés qui bâtissent une fortune sur les difficultés des travailleurs n'ont aucune existence juridique légale, bien qu'elles utilisent un jargon para-judiciaire. Elles jouent sur l'intimidation en expédiant toute une série de papiers de couleurs différentes et brandissent diverses menaces qu'elles n'ont aucun pouvoir légal de porter à exécution. En général, leur principale menace est la saisie, mais ce n'est qu'un bluff visant à intimider pour pouvoir obtenir le règlement sans recourir à la justice. Ceux qui font appel à ces sociétés espèrent en récupérer leur créance sans passer par la justice qui est moins rapide, et surtout de demandes de remboursement de frais divers, qu'elles n'ont aucun droit de réclamer. Il faut opposer une fin de non-recevoir à toutes les démarches de ces organismes parasitaires sans aucun pouvoir légal.

Leur trafic marche grâce au chantage à la saisie qu'elles n'ont pas le pouvoir d'exécuter, mais dont la menace suffit bien souvent à récupérer une créance. Si la procédure de saisie n'existait pas, il est bien évident que ces sociétés de recouvrement de créance ne pourraient guère prospérer. On voit donc que la saisie existe d'abord comme menace, menacé brandie par le créancier ou par ceux à qui il demande de récupérer les sommes qu'il estime être dues.

Si les démarches du créancier et des sociétés de recouvrement sont demeurées vaines, le recours à la justice et en l'occurrence à un huissier demeure. Mais là encore il peut s'écouler un certain temps et pas mal de papiers avant que la saisie soit exécutée, car c'est la formule la moins intéressante pour le créancier. L'huissier envoie d'abord, mais c'est facultatif, une sommation de payer. C'est encore sur l'intimidation que repose ce procédé qui n'a aucun pouvoir contraignant. Sa seule différence avec une lettre ordinaire est qu'il émane d'un huissier, ce qui est supposé impressionner suffisamment le débiteur pour l'amener à payer ou à négocier une formule de paiement étudié. Mais il n'est nullement obligatoire de répondre à une sommation de payer qui n'est pas un acte émanant du tribunal. Si la sommation de payer demeure sans effet, l'huissier envoie une injonction de payer, acte émanant du tribunal et transmis par l'huissier dans le cadre de sa charge d'auxiliaire de justice. Lorsque l'injonction de payer est signifiée, il reste un mois pour contester la dette réclamée. Cela se fait en envoyant une lettre recommandée avec accusé de réception au greffier du tribunal: «Former contredit». S'il n'est pas possible de former contredit, il ne reste guère comme possibilité que le paiement négocié pour éviter que ne s'enclenche la procédure de saisie.



M. Marras montrant les dégâts occasionnés par la «saisie par erreur».

part de l'huissier: il se trompe d'étage, et force la porte du 8<sup>e</sup> étage, celle de Monsieur Marras, au lieu du 6<sup>e</sup>. Rapidement les déménageurs embarquent les meubles et tous repartent, sans avoir réveillé Monsieur Marras. Quelques instants plus tard ce dernier se réveille et constate les dégâts: à ce moment, le commissaire et l'huissier qui se sont rendus compte de leur erreur frappent à sa porte et viennent piteusement s'excuser et ramener les meubles.

Nous avons été rendre

ras se réveille, la salle est dévastée comme si elle avait été cambriolée, la vaisselle jonche le sol, il y en a un peu de cassé. Tout est promptement remonté, mais dans quel état. M. Marras me montre les meubles: son buffet a les pieds arrachés: il passait mal dans l'entrée, les déménageurs n'ont pas hésité: ils ont cassé les quatre pieds, tordant des ferrures. La table a été roulée sans ménagement, irrémédiablement rayée. Le cuir du canapé-lit a subi un accroissement en passant la porte. La télévision-couleur

couvrir la dette, augmentée des frais divers: huissier, déménagement...

Les explications de l'huissier ne manquent pas d'un certain sel. Sans sourcilier, l'huissier, met en cause le concierge qui l'aurait induit en erreur. Il ne regrette pas de ne pas avoir réveillé M. Marras, il lui a même confié qu'il était prêt à nouveau à agir de même devant un «client» endormi. Ce qui importe pour lui c'est de faire vite sans incidents.